

Rapport annuel

La balance des paiements et la position extérieure de la France

2017

SOMMAIRE

RAPPORT ANNUEL	5
Le solde des transactions courantes s’améliore en 2017	6
La dégradation du déficit des biens et services se poursuit	7
L’excédent des revenus primaires poursuit sa croissance	10
Le déficit des revenus secondaires enregistre une légère amélioration	11
Les investissements étrangers en France progressent nettement	11
Le solde des investissements de portefeuille se maintient	12
La position extérieure nette de la France reste modérément débitrice	12
BALANCE DES PAIEMENTS DES ANNÉES 2016 ET 2017 — PRÉSENTATION DÉTAILLÉE	15
ANNEXES	
Partie I Glossaire	A1
Partie II Définition des zones géographiques	A9
Partie III Balance des paiements – révisions des données 2015 et 2016	A11
Partie IV Position extérieure – révisions des données 2015 et 2016	A15

Des tableaux statistiques complémentaires sont disponibles
sur le site internet de la Banque de France à l’adresse suivante :

<https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure/balance-des-paiements-et-la-position-exterieure-de-la-france-donnees-annuelles>

| RAPPORT ANNUEL

En 2017, le solde des transactions courantes est de nouveau déficitaire. Il se réduit cependant, à - 13,1 milliards d'euros, soit 0,6 % du produit intérieur brut (PIB), contre - 16,8 milliards en 2016. La réduction du déficit est principalement due à la croissance des revenus nets provenant de l'étranger (+ 8,6 milliards), le solde des biens et services se dégradant de 5,1 milliards.

- *Les échanges de biens hors énergie témoignent d'une dégradation des performances françaises, le solde passant de - 4,6 milliards d'euros en 2016 à - 11,0 milliards en 2017. Le déficit global des biens, également grevé par l'augmentation de la facture énergétique de 7,1 milliards d'euros par rapport à 2016, connaît ainsi une forte détérioration (de - 34,5 milliards à - 48,2 milliards).*

- *L'excédent traditionnel des services s'améliore en revanche de 8,6 milliards d'euros pour s'établir à 26,4 milliards. Il renverse ainsi le mouvement de baisse entamé en 2013. Cette amélioration est notamment due à la croissance de l'excédent des voyages (+ 4,1 milliards par rapport à 2016).*

Au total, le déficit des échanges de biens et services est de - 21,7 milliards d'euros en 2017. Ce solde marque ainsi une détérioration pour la troisième année consécutive après - 9,0 milliards en 2015 et - 16,7 milliards en 2016. L'excédent des revenus s'établit à 8,6 milliards, après un solde nul en 2016. Il provient essentiellement de la progression des bénéfices des implantations industrielles et commerciales à l'étranger.

La position extérieure de la France, qui reflète le patrimoine financier net de la Nation vis-à-vis de l'étranger, est débitrice à hauteur de 461 milliards d'euros à fin 2017, soit 20,2 % du PIB. Ce niveau reste significativement inférieur au seuil d'alerte fixé par la procédure européenne de déséquilibres macroéconomiques (35 %).

LE SOLDE DES TRANSACTIONS COURANTES S'AMÉLIORE EN 2017 MALGRÉ UNE DÉGRADATION DU SOLDE DES BIENS ET SERVICES

T0-1 Principaux soldes des transactions courantes

(en milliards d'euros)

	2016	2017
Transactions courantes	- 16,8	- 13,1
(en % du PIB)	- 0,8	- 0,6
Biens ^{a)}	- 34,5	- 48,2
Biens hors énergie	- 4,6	- 11,0
Énergie	- 30,0	- 37,1
Services	17,8	26,4
Voyages	12,9	17,0
Autres services	4,9	9,4
Revenus ^{b)}	0,0	8,6
Revenus primaires	46,8	52,5
Revenus secondaires	- 46,8	- 43,9

a) Les échanges de biens sont établis à partir des statistiques douanières et de mesures complémentaires visant à les rendre compatibles avec les normes statistiques internationales édictées par le Fonds monétaire international.

b) Les revenus primaires sont ceux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissements ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers ») ainsi que les impôts et subventions sur les produits et la production. Les revenus secondaires correspondent aux opérations de répartition non liées aux moyens de production (contributions budgétaires aux institutions européennes et internationales, envois de fonds des travailleurs, etc.). À noter, les subventions européennes reçues sont comptabilisées dans les revenus primaires.

Source : Banque de France.

Le solde des transactions courantes connaît une amélioration de 3,7 milliards d'euros

Le solde des transactions courantes enregistre un déficit de 13,1 milliards d'euros en 2017, soit 3,7 milliards de moins qu'en 2016. Ce déficit correspond à 0,6 % du PIB, contre 0,8 % en 2016. L'allègement du déficit provient essentiellement de l'amélioration des excédents des services (26,4 milliards, contre 17,8) et des revenus (8,6 milliards, contre un solde nul en 2016). En revanche, le solde des biens se dégrade (- 48,2 milliards, contre - 34,5 en 2016), avec une facture énergétique qui s'alourdit (- 37,1 milliards, contre - 30,0 en 2016) et un déficit des biens hors énergie qui s'accroît également.

La dégradation du déficit des biens et services se poursuit

Le déficit du solde des biens atteint – 48,2 milliards d’euros en 2017, dessinant une dégradation continue depuis 2015. À l’inverse, le solde des services s’améliore de 8,6 milliards d’euros pour atteindre 26,4 milliards, entamant une remontée après le creux de 2016 (17,8 milliards) et rejoignant le niveau de 2014. Malgré cette amélioration, le solde des biens et services enregistre une dégradation, atteignant – 21,7 milliards.

Les échanges de marchandises FAB-FAB¹ se traduisent par un déficit de 62,6 milliards d’euros en 2017, en dégradation de 14,3 milliards par rapport à 2016.

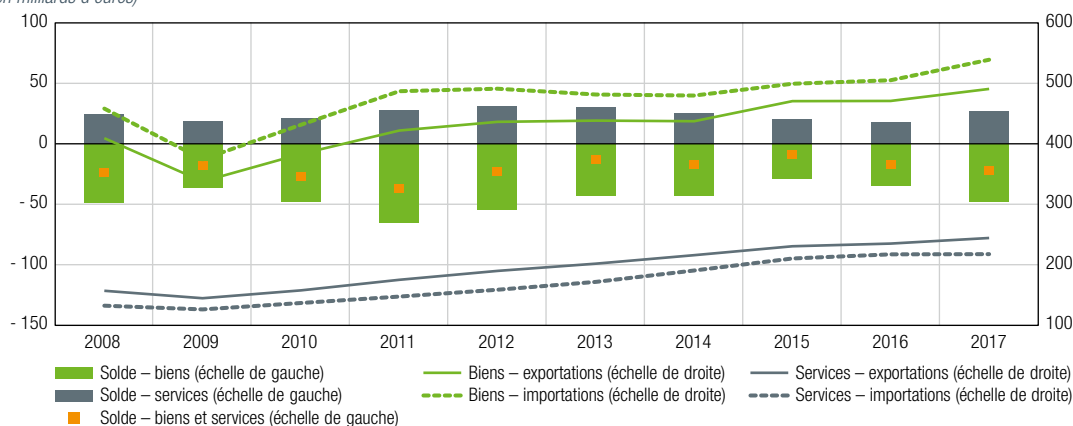
Si les secteurs agricole et agroalimentaire ainsi que des matériels de transports sont excédentaires (respectivement de 5,5 et de 6,8 milliards d’euros²), les déficits sont très marqués pour l’approvisionnement énergétique (– 39,0 milliards²), pour les équipements mécaniques, électriques et informatiques (– 26,7 milliards²) ou encore les produits industriels autres que les matériels de transport (– 27,2 milliards²). Concernant le poste des matériels de transport, qui reste excédentaire, les importations augmentent de manière plus

1 Franco à bord, c’est-à-dire à valeur au passage de la frontière, hors coût des assurances et du fret.

2 Données en CAF (les importations incluent le coût des assurances et du fret)-FAB.

G0-1 Exportations et importations de biens et services

(en milliards d’euros)



Source : Banque de France.

T0-2 Échanges de marchandises par type de produit (hors négoce et autres opérations, qui font également partie des biens et sont inclus dans le tableau sur les biens et services)

(en milliards d’euros et en %)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2017	Variation 2017/2016 (en %)	Montant en 2017	Variation 2017/2016 (en %)	Montant en 2017	Variation 2017/2016 (en milliards d’euros)
Échanges de marchandises FAB-FAB	473,5	4,5	536,1	6,9	- 62,6	- 14,3
Échanges de marchandises CAF-FAB^{a)}	464,2	4,8	544,7	7,0	- 80,5	- 14,3
dont :						
Secteurs agricole et agroalimentaire	61,2	4,0	55,7	5,4	5,5	- 0,5
Produits énergétiques	17,9	26,3	56,9	24,7	- 39,0	- 7,5
Équipements mécaniques, électriques et informatiques	88,3	3,8	114,9	4,9	- 26,7	- 2,1
Matériels de transports	107,4	1,0	100,6	3,5	6,8	- 2,3
Autres produits industriels	186,1	6,3	213,3	6,3	- 27,2	- 1,5

a) Hors matériel militaire.

Note : En raison des écarts d’arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) – données brutes et calculs Banque de France.

T0-3 Soldes des échanges de biens

(en milliards d'euros)

	2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	470,7	505,2	- 34,5	490,9	539,0	- 48,2
Marchandises	461,4	505,2	- 43,8	479,5	539,0	- 59,6
Données douanières	453,0	501,3	- 48,3	473,5	536,0	- 62,6
Corrections et ajustements	7,2	1,3	5,9	4,5	- 0,4	4,9
Soutage et avitaillement	1,1	2,6	- 1,5	1,5	3,4	- 1,9
Négoce international	9,3		9,3	11,4		11,4
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 51,4		- 51,4	- 56,4		- 56,4
Négoce (biens revendus – exportations)	60,7		60,7	67,8		67,8

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

importante que les exportations entre 2016 et 2017 (+ 3,5 %, contre + 1 %).

Les exportations de biens (cf. tableau T0-3) progressent de 20,2 milliards d'euros (490,9 milliards, après 470,7 en 2016), soit une **croissance de 4,3 %** après une stagnation en 2016. Cette augmentation s'inscrit dans un contexte d'accélération des flux du commerce international auxquels la France participe.

La reprise de la croissance économique en France se traduit par davantage d'**importations de biens**, de 33,8 milliards supérieures à 2016, soit une progression de 6,7 %, après 1,2 % en 2016.

L'**excédent traditionnel de la France en matière de services** connaît une augmentation en 2017, qui résulte d'une croissance des exportations (3,9 %) plus dynamique que celle des importations (0,2 %).

Le **déficit des services de transport** est moindre qu'en 2016 (- 2,0 milliards d'euros, contre - 4,6). Cette amélioration est notamment due à un meilleur excédent du solde des transports maritimes (+ 4,4 milliards, contre + 2,9 en 2016) et du transport spatial. Le déficit des transports aériens connaît une légère dégradation, passant de - 1,7 milliard en 2016 à - 2,2 en 2017. Il faut remonter à 2010 pour constater un solde légèrement excédentaire de 0,1 milliard sur ce poste. De même, le transport routier reste largement déficitaire (- 7,7 milliards, après - 7,1 en 2016).

T0-4 Exportations et importations de biens et de services

(en milliards d'euros et en %)

	2016	2017
Biens		
Exportations	470,7	490,9
Croissance en %	0,0	4,3
Importations	505,2	539,0
Croissance en %	1,2	6,7
Services		
Exportations	235,0	244,2
Croissance en %	2,0	3,9
Importations	217,3	217,7
Croissance en %	3,3	0,2

Source : Banque de France.

T0-5 Soldes des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2016	2017
Services	17,8	26,4
Transports	- 4,6	- 2,0
Voyages	12,9	17,0
Autres services ^{a)}	9,5	11,4

a) Cf. détails dans le tableau statistique 1.7 « Autres services » consultable sur le site internet de la Banque de France.

Source : Banque de France.

T0-6 Soldes des échanges de services de transport
(en milliards d'euros)

	2016	2017
Maritimes	2,9	4,4
Fret	7,0	9,0
<i>dont fabisation^{a)}</i>	- 0,6	- 0,6
Passagers	0,3	0,3
Autres frais ^{b)}	- 4,4	- 4,9
Aériens	- 1,7	- 2,2
Fret	- 1,0	- 1,2
<i>dont fabisation^{a)}</i>	- 0,3	- 0,3
Passagers	- 0,5	- 0,1
Autres frais ^{b)}	- 0,3	- 0,9
Autres transports	- 5,7	- 4,1
Spatiaux	1,1	1,4
Ferroviaires	- 0,4	- 0,3
Fret	- 0,2	- 0,2
<i>dont fabisation^{a)}</i>	0,0	0,0
Passagers	- 0,2	- 0,2
Autres frais ^{b)}	0,1	0,1
Routiers	- 7,1	- 7,7
Fret	- 7,7	- 8,3
<i>dont fabisation^{a)}</i>	- 3,6	- 3,9
Passagers	0,2	0,2
Autres frais ^{b)}	0,4	0,3
Autres	0,6	2,6
<i>dont fabisation^{a),c)}</i>	0,2	0,1
Total	- 4,6	- 2,0

a) La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabisation des transports fluviaux, oleoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

Le solde des voyages progresse de 4,1 milliards d'euros (de 12,9 à 17,0 milliards). Les recettes de voyages atteignent 53,7 milliards, soit 2,3 points de PIB, et s'approchent du niveau historique atteint en 2014 (54,0 milliards). Le creux des années 2015 et 2016, dans le contexte des attentats sur le territoire français, a ainsi été effacé. Le redressement des recettes est notamment attribuable à l'augmentation de la clientèle chinoise (+ 0,7 milliard d'euros), mais aussi des clientèles voisines : Allemagne (+ 1,2 milliard), Suisse (+ 1,0 milliard) et Belgique (+ 0,9 milliard).

T0-7 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2017
(selon l'origine, en milliards d'euros)

	Exportations	Importations
Allemagne	94,3	117,4
Belgique	53,2	49,5
Pays-Bas	29,9	35,0
Italie	47,7	50,6
Espagne	43,7	47,8
Zone euro	312,0	354,7
Royaume-Uni	63,8	52,5
Union européenne	415,7	452,3
États-Unis	68,3	61,6
Suisse	30,5	23,5
Chine	27,4	51,2
Japon	10,4	11,2
Brésil	6,0	3,7
Russie	10,8	8,2
Inde	7,8	7,5
Monde	735,0	756,7

Source : Banque de France.

Avec des excédents de 4,7 milliards d'euros pour les **services financiers** et de 3,3 milliards pour les **services aux entreprises**, ces deux postes soutiennent l'amélioration du solde des transactions courantes. En revanche, le déficit des **services d'assurance et de pension** s'accroît, passant de - 0,1 milliard en 2016 à - 2,2 milliards en 2017, en raison notamment de règlements de réassurance pour les dommages causés par les catastrophes naturelles aux États-Unis.

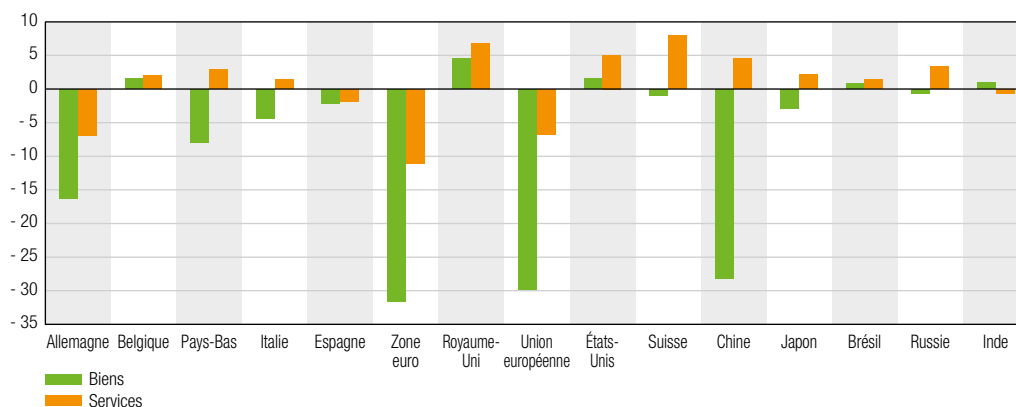
L'Europe tient une place prépondérante dans les échanges de biens et services de la France. La France est en déficit vis-à-vis de l'Union européenne avec un solde de - 36,6 milliards d'euros pour les biens et services. Son solde avec l'Allemagne compte pour plus de la moitié de ce déficit. En revanche, la France est en excédent avec le Royaume-Uni (solde de + 11,3 milliards) et la Belgique (+ 3,7 milliards).

La France est en excédent avec les pays hors zone euro, de + 20,1 milliards d'euros.

Cette situation masque des disparités, avec par exemple un excédent avec les États-Unis (+ 6,7 milliards d'euros), la Suisse (+ 7,0 milliards) ou l'Inde (+ 0,3 milliard), mais un déficit avec le Japon (- 0,8 milliard).

G0-2 Ventilation géographique des échanges de biens et de services en 2017

(en milliards d'euros)



Sources : Direction générale des Douanes et Droits indirects (DGDDI) et Banque de France.

Le déficit vis-à-vis de la Chine (- 23,7 milliards) est largement dû au déficit des biens (- 28,0 milliards), le solde des services étant excédentaire de + 4,0 milliards. Les échanges de services de voyages avec ce pays présentent un excédent (+ 4,0 milliards), tout comme les commissions pour usage de la propriété intellectuelle (+ 0,8 milliard), les autres services aux entreprises (+ 0,4 milliard) ou encore le transport maritime (+ 0,6 milliard). Parmi les services, les principaux déficits avec la Chine proviennent du transport aérien (- 0,4 milliard), du bâtiment-travaux publics (- 0,6 milliard) ou de la recherche et développement (- 0,2 milliard).

L'excédent des revenus des activités des entreprises à l'étranger et des salariés français poursuit sa croissance

L'excédent des revenus primaires (dividendes représentatifs des activités développées à l'étranger par les multinationales françaises ou encore revenus des travailleurs frontaliers) passe de 46,8 milliards d'euros en 2016 à **52,5 milliards en 2017**.

L'excédent qui est procuré par les revenus des travailleurs frontaliers atteint **20,2 milliards d'euros en 2017**, soit quasiment le même montant qu'en 2016³.

L'excédent des revenus d'investissements directs est en progression de 5,0 milliards d'euros, à **43,3 milliards**. Il s'agit d'un plus haut niveau historique.

Les revenus générés par les investissements directs français à l'étranger sont 2,5 fois plus importants que ceux versés aux investisseurs étrangers en France (69,3 milliards d'euros, contre 26,0). Ils enregistrent un mouvement global de croissance depuis 2013 où ils atteignaient 59,2 milliards.

T0-8 Soldes des revenus primaires

(en milliards d'euros)

	2016	2017
Rémunération des salariés	19,9	20,2
Revenus d'investissements	22,2	28,8
Revenus d'investissements directs	38,3	43,3
Revenus d'investissements de portefeuille	- 15,7	- 15,2
Revenus des autres investissements (prêts et emprunts)	- 0,9	0,0
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,6
Autres revenus primaires	4,7	3,5
Total	46,8	52,5

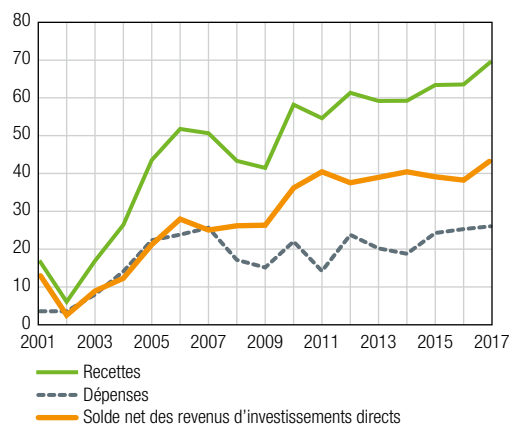
Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

³ Pour une analyse détaillée de ce solde, voir la fiche thématique du rapport annuel 2016 et sa mise à jour sur le site internet de la Banque de France.

G0-3 Évolution des revenus d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

Le solde des revenus d'investissements de portefeuille est déficitaire de 15,2 milliards d'euros. Deux tiers des dépenses sont attribuables aux intérêts payés aux investisseurs étrangers qui ont acquis de la dette publique française. Le solde enregistre une amélioration de près de 5 milliards depuis 2014.

Le solde des revenus des prêts et emprunts courants (« Autres investissements ») est équilibré (excédent de 30 millions d'euros), après un déficit de -0,9 milliard en 2016 et -1,3 milliard en 2015.

L'excédent des autres revenus primaires, composés essentiellement des revenus des administrations publiques (subventions européennes et impôts), est en baisse, atteignant 3,5 milliards d'euros en 2017, contre 4,7 en 2016.

Le déficit des « revenus secondaires » enregistre une légère amélioration

Le solde des revenus dits secondaires, traditionnellement déficitaire, s'établit à **-43,9 milliards d'euros** en 2017, contre -46,8 en 2016. Le déficit est principalement dû aux revenus des administrations publiques (-27,6 milliards), qui recouvrent notamment les versements réguliers correspondant aux engagements

T0-9 Solde des revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2016	2017
Revenus secondaires des administrations publiques	- 30,5	- 27,6
Prestations sociales	- 7,3	- 7,4
Coopération internationale	- 6,0	- 5,6
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	- 20,4	- 17,9
Autres transferts des administrations publiques	3,3	3,3
Revenus secondaires des autres secteurs	- 16,3	- 16,3
<i>dont envois de fonds des travailleurs</i>	<i>- 10,2</i>	<i>- 10,1</i>
Total	- 46,8	- 43,9

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

Source : Banque de France.

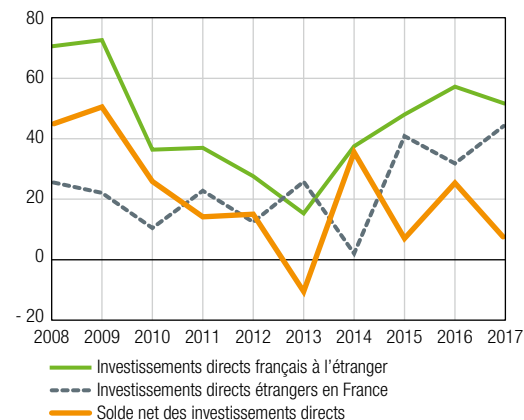
de la France auprès des institutions européennes et internationales. **Les transferts de fonds des résidents vers l'étranger** (« Envoi de fonds des travailleurs ») atteignent 10,1 milliards d'euros, soit un montant stable sur les dernières années.

Les investissements étrangers en France progressent nettement

Les investissements directs français à l'étranger totalisent 51,6 milliards d'euros, soit une légère baisse

G0-4 Flux d'investissements directs

(en milliards d'euros)



Source : Banque de France.

(57,2 milliards en 2016). Ils demeurent néanmoins à un niveau élevé comparativement à la période récente (39,5 milliards d'euros en moyenne annuelle sur la période 2012-2017).

Les investissements directs étrangers en France sont en hausse de 12 milliards d'euros par rapport à 2016, s'établissant à 44,2 milliards en 2017. Il s'agit du montant le plus important depuis 2008.

Le solde des investissements de portefeuille atteint près de 20 milliards d'euros

Le solde des **investissements de portefeuille** atteint 19,9 milliards d'euros en 2017, soit presque le même niveau qu'en 2016 (21,5 milliards). Les avoirs sur l'étranger passent de 41,4 milliards à 47,9 milliards et les engagements vis-à-vis de l'étranger de - 20,0 milliards en 2016 à - 28,0 milliards en 2017.

En 2017, les principales catégories de détenteurs résidents (banques, compagnies d'assurance, entreprises non financières) sont toutes acheteuses de titres étrangers, en particulier les institutions financières monétaires (IFM), c'est-à-dire essentiellement les banques et les organismes de placement collectif (OPC) monétaires. Dans le même temps, les non-résidents investissent largement en titres des banques françaises (+ 48,6 milliards d'euros). À l'inverse, les titres de dette publique française et d'entreprises font l'objet de cessions nettes (respectivement - 12,2 milliards et - 8,3 milliards). Le taux de détention par les non-résidents de titres de long terme émis par les résidents français est en baisse pour la dette publique et les titres émis par les entreprises (respectivement - 3 % et - 2 %), tandis qu'il s'inscrit en hausse s'agissant des titres émis par les banques (+ 1 %). Cette évolution résulte largement des programmes d'achat d'actifs de l'Eurosystème (notamment les *public sector purchase programme* - PSPP - et *corporate sector purchase programme* - CSPP).

Au total, le taux de détention non résidente des titres émis par les résidents français revient à 49 % fin 2017, au lieu de 51 % fin 2016.

La position extérieure nette de la France reste modérément débitrice

Du fait des variations de change (à hauteur de 53,9 milliards, soit 2,4 % du PIB), mais aussi de l'accumulation de déficits des transactions courantes depuis 2006, **la position extérieure nette de la France** se dégrade, en valeur de marché, pour atteindre **- 461,5 milliards d'euros** fin 2017. Cette position, qui reflète le patrimoine financier net de la Nation vis-à-vis de l'étranger, représente **- 20,2 % du PIB**. L'évolution d'une année sur l'autre (- 14,9 % fin 2016) traduit pour l'essentiel des variations de valeur de marché (cf. tableau T0-10).

T0-10 **Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2016 et fin 2017**

(en milliards d'euros et en %)

	Montant	en % du PIB
Position nette à fin 2016	- 332,2	- 14,9
Variation imputable aux transactions courantes	- 13,1	- 0,6
Variation de change	- 53,9	- 2,4
Variation boursière	- 29,9	- 1,3
Autres variations	- 33,5	- 1,5
Position nette à fin 2017	- 461,5	- 20,2

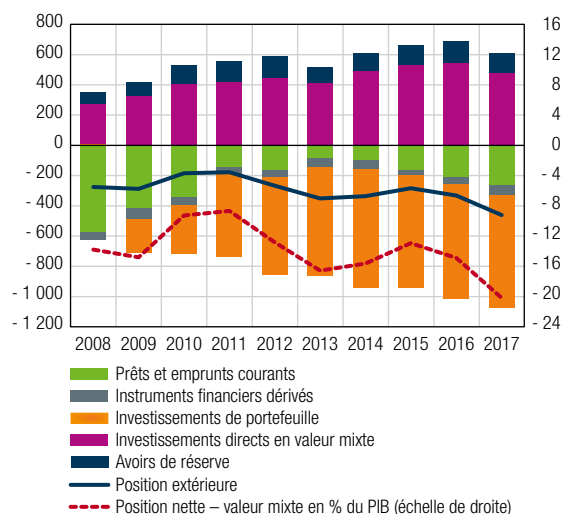
Source : Banque de France.

Ce niveau reste par ailleurs significativement en deçà du seuil d'alerte fixé par la procédure européenne de déséquilibres macroéconomiques (- 35 %). À titre de comparaison, la position extérieure nette de l'Allemagne est de 57,4 % du PIB allemand, celle de l'Italie de - 7,8 % et celle de l'Espagne de - 82,2 %.

Au sein de la position extérieure, la position des investissements de portefeuille, quoiqu'en légère contraction (- 741,1 en 2017, au lieu de - 758,4 milliards

G0-5 Position extérieure nette de la France sur longue période

(en milliards d'euros et en % du PIB)



Source : Banque de France.

d'euros en 2016), **demeure la plus débitrice** (environ 15 % du PIB). **La position des investissements directs** reste créditrice. Elle enregistre toutefois un certain reflux, avec 481,2 milliards d'euros en 2017, contre 545,3 milliards en 2016, en raison d'un effet négatif du taux de change euro/dollar, visible par ailleurs dans le tassement des flux d'investissements français à l'étranger décrit *infra* (cf. compte financier de la balance des paiements). La position des investissements directs (toujours en valeur de marché) fléchit ainsi en 2017, après trois années de croissance continue.

La dette extérieure nette mesure le financement de l'économie par le reste du monde. De 866,1 milliards d'euros en 2017, elle s'alourdit de 70 milliards par rapport à 2016 et représente 38 % du PIB fin 2017 (cf. tableau T0-11).

T0-11 Position extérieure de la France à fin 2017

(en milliards d'euros et en %)

Investissements directs (valeur mixte) ^{a)}	481,2
Français à l'étranger	1 210,4
Étrangers en France	729,2
Investissements de portefeuille	- 741,1
Avoirs (résidents sur titres étrangers)	2 442,6
Engagements (non-résidents sur titres français)	3 182,7
Instruments financiers dérivés	- 69,2
Prêts et emprunts	- 262,9
Avoirs de réserve	130,4
Position extérieure nette	- 461,5
<i>en % du PIB</i>	<i>- 20,2</i>
Dette extérieure nette	866,1
<i>en % du PIB</i>	<i>37,9</i>

a) En valeur mixte, les actions cotées sont comptabilisées en valeur de marché tandis que les actions non cotées sont enregistrées en valeur comptable.
Source : Banque de France.

T0-12 Position extérieure nette en 2017 par secteur

(en milliards d'euros)

Position extérieure nette	- 461,5
Banque de France	114,9
Administrations publiques	- 1 121,7
Banques	- 203,4
Autres secteurs	748,7

Source : Banque de France.

T0-13 Dette extérieure nette, ventilation par devise hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2016	2017
Dette extérieure nette hors avoirs de réserve	- 849,7	- 911,9
Euro	- 572,9	- 701,9
Dollar US	- 258,7	- 219,0
Yen	79,5	85,6
Livre sterling	- 70,5	- 79,2
Yuan	- 2,3	- 2,3
Autres monnaies	- 24,9	4,9

Source : Banque de France.



**BALANCE DES PAIEMENTS
DES ANNÉES 2016 ET 2017
PRÉSENTATION DÉTAILLÉE**

Balance des paiements – année 2016

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	886 575	903 340	- 16 765
1.1. Biens	470 686	505 234	- 34 548
1.1.1. Marchandises générales	461 399	505 234	- 43 835
1.1.2. Négoce	9 287		9 287
1.2. Services	235 044	217 275	17 769
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7 266	6 992	274
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	7 171	6 755	417
1.2.3. Transports	36 619	41 202	- 4 583
<i>maritimes</i>	10 913	8 006	2 907
<i>aériens</i>	11 086	12 833	- 1 748
<i>autres</i>	14 621	20 363	- 5 742
1.2.4. Voyages	49 266	36 382	12 884
1.2.5. Services de construction	3 276	2 217	1 060
1.2.6. Services d'assurance et de pension	8 048	8 163	- 115
1.2.7. Services financiers	11 155	5 642	5 514
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6 956	4 426	2 530
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	4 200	1 216	2 984
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 043	13 296	747
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	15 671	16 909	- 1 238
1.2.10. Autres services aux entreprises	78 256	76 298	1 958
<i>Services de recherche et développement</i>	11 667	13 166	- 1 499
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	19 781	19 291	490
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	46 808	43 842	2 966
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3 599	3 408	191
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	673	12	661
1.3. Revenus primaires	154 849	108 009	46 840
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 278	1 400	19 878
1.3.2. Revenus des investissements	125 154	102 925	22 229
<i>Investissements directs</i>	63 539	25 275	38 265
<i>Investissements de portefeuille</i>	49 628	65 281	- 15 653
<i>Autres investissements</i>	11 443	12 369	- 927
<i>Avoirs de réserve</i>	544		544
1.3.3. Autres revenus primaires	8 417	3 684	4 733
1.4. Revenus secondaires	25 996	72 822	- 46 825
1.4.1. Secteur des administrations publiques	5 545	36 037	- 30 493
1.4.2. Autres secteurs	20 452	36 785	- 16 333
<i>Transferts courants divers</i>	5 354	19 051	- 13 697
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	462	10 628	- 10 166
2. COMPTE DE CAPITAL	2 718	1 288	1 430
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	57	2	56
2.2. Transferts en capital	2 661	1 287	1 374

Balance des paiements – année 2016 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	254 493	267 477	- 12 984
3.1. Investissements directs	57 164	31 791	25 374
3.1.1. Capital social	34 340	27 199	7 141
3.1.2. Bénéfices réinvestis	14 206	7 929	6 277
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	8 618	- 3 337	11 955
3.2. Investissements de portefeuille	41 445	19 974	21 470
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	22 290	18 580	3 710
Banque de France	14		14
Administrations publiques	539		539
Institutions financières monétaires	- 14	14 938	- 14 952
Autres secteurs	21 751	3 642	18 109
3.2.2. Titres de créance à long terme	22 072	- 1 823	23 895
Banque de France	20 603	0	20 603
Administrations publiques	- 59	- 16 544	16 485
Institutions financières monétaires	- 41 890	- 4 723	- 37 167
Autres secteurs	43 417	19 443	23 974
3.2.3. Titres de créance à court terme	- 2 918	3 217	- 6 135
Banque de France	- 26 285	0	- 26 285
Administrations publiques	95	1 477	- 1 382
Institutions financières monétaires	20 400	8 642	11 758
Autres secteurs	2 872	- 6 902	9 774
3.3. Instruments financiers dérivés	- 18 273	- 2 391	- 15 882
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	- 37 316	- 30 527	- 6 789
Autres secteurs	19 043	28 137	- 9 094
3.4. Autres investissements	171 929	218 103	- 46 174
3.4.1. Autres participations	257	- 48	306
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	257	- 48	306
3.4.2. Numéraire et dépôts	11 949	182 845	- 170 895
Banque de France	- 2 822	8 179	- 11 002
Administrations publiques	0	- 3 210	3 210
Institutions financières monétaires	2 946	177 875	- 174 929
Autres secteurs	11 826	0	11 826
3.4.3. Prêts	145 143	25 133	120 010
Banque de France	6 746	- 7 112	13 858
Administrations publiques	191	1 572	- 1 380
Institutions financières monétaires	135 081	0	135 081
Autres secteurs	3 125	30 674	- 27 549
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	1 561	9 276	- 7 715
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	12 976	826	12 151
Institutions financières monétaires	12 942	907	12 035
Autres secteurs	35	- 81	116
3.4.6. Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	42	72	- 30
3.5. Avoirs de réserve	2 229	0	2 229
Or	7	0	7
Avoirs en droits de tirage spéciaux	- 2 333	0	- 2 333
Position de réserve au FMI	1 091	0	1 091
Autres avoires de réserve	3 463	0	3 463
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			2 351

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

Balance des paiements – année 2017

(en millions d'euros)

	Crédits	Débits	Soldes
1. COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	924 276	937 410	- 13 134
1.1. Biens	490 852	539 027	- 48 175
1.1.1. Marchandises générales	479 453	539 027	- 59 574
1.1.2. Négoce	11 399		11 399
1.2. Services	244 160	217 716	26 444
1.2.1. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7 798	7 582	216
1.2.2. Services d'entretien et de réparation n.i.a	7 929	7 367	562
1.2.3. Transports	39 914	41 868	- 1 955
<i>maritimes</i>	12 637	8 278	4 359
<i>aériens</i>	11 230	13 431	- 2 202
<i>autres</i>	16 047	20 159	- 4 112
1.2.4. Voyages	53 714	36 672	17 042
1.2.5. Services de construction	4 919	3 128	1 791
1.2.6. Services d'assurance et de pension	6 952	9 181	- 2 229
1.2.7. Services financiers	10 695	6 024	4 671
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6 837	4 607	2 230
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)</i>	3 858	1 417	2 441
1.2.8. Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	14 594	13 162	1 432
1.2.9. Services de télécommunication, d'informatique et d'information	16 275	16 447	- 173
1.2.10. Autres services aux entreprises	76 024	72 660	3 365
<i>Services de recherche et développement</i>	11 408	11 536	- 128
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	21 659	21 473	186
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services</i>	42 958	39 651	3 307
1.2.11. Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 292	3 614	678
1.2.12. Services des administrations publiques n.i.a.	1 055	12	1 043
1.3. Revenus primaires	161 680	109 202	52 478
1.3.1. Rémunérations des salariés	21 555	1 327	20 229
1.3.2. Revenus des investissements	132 731	103 964	28 768
<i>Investissements directs</i>	69 346	26 056	43 290
<i>Investissements de portefeuille</i>	46 941	62 112	- 15 171
<i>Autres investissements</i>	15 825	15 795	30
<i>Avoirs de réserve</i>	619	0	619
1.3.3. Autres revenus primaires	7 393	3 912	3 482
1.4. Revenus secondaires	27 584	71 466	- 43 881
1.4.1. Secteur des administrations publiques	5 487	33 072	- 27 585
1.4.2. Autres secteurs	22 097	38 394	- 16 297
<i>Transferts courants divers</i>	5 768	18 856	- 13 088
<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	499	10 630	- 10 131
2. COMPTE DE CAPITAL	2 181	1 048	1 133
2.1. Cessions d'actifs non financiers non produits	44	565	- 521
2.2. Transferts en capital	2 137	483	1 653

Balance des paiements – année 2017 (suite)

(en millions d'euros)

	Avoirs	Engagements	Net
3. COMPTE FINANCIER	235 743	267 620	- 31 878
3.1. Investissements directs	51 572	44 188	7 384
3.1.1. Capital social	25 966	28 917	- 2 951
3.1.2. Bénéfices réinvestis	13 144	6 543	6 601
3.1.3. Autres opérations (prêts intragroupe)	12 462	8 728	3 734
3.2. Investissements de portefeuille	47 864	28 010	19 854
3.2.1. Actions et titres d'organismes de placement collectif (OPC)	42 658	9 133	33 525
Banque de France	170		170
Administrations publiques	1 421		1 421
Institutions financières monétaires	4 247	2 881	1 366
Autres secteurs	36 820	6 252	30 569
3.2.2. Titres de créance à long terme	- 16 390	12 130	- 28 520
Banque de France	- 3 565	0	- 3 565
Administrations publiques	- 369	- 10 730	10 361
Institutions financières monétaires	- 49 321	19 070	- 68 391
Autres secteurs	36 865	3 790	33 075
3.2.3. Titres de créance à court terme	21 596	6 747	14 849
Banque de France	12 658	0	12 658
Administrations publiques	- 320	- 1 530	1 210
Institutions financières monétaires	10 180	7 332	2 848
Autres secteurs	- 922	944	- 1 867
3.3. Instruments financiers dérivés	6 538	7 764	- 1 227
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	0	0	0
Institutions financières monétaires	- 1 187	- 3 811	2 624
Autres secteurs	7 725	11 575	- 3 851
3.4. Autres investissements	132 795	187 658	- 54 863
3.4.1. Autres participations	2 151	- 39	2 190
Banque de France	0	0	0
Administrations publiques	2 151	- 39	2 190
3.4.2. Numéraire et dépôts	83 770	147 240	- 63 470
Banque de France	38 374	37 299	1 074
Administrations publiques	0	2 997	- 2 997
Institutions financières monétaires	40 439	106 943	- 66 504
Autres secteurs	4 958	0	4 958
3.4.3. Prêts	40 030	29 702	10 328
Banque de France	- 9 573	7 717	- 17 290
Administrations publiques	- 406	1 908	- 2 314
Institutions financières monétaires	53 075	0	53 075
Autres secteurs	- 3 067	20 076	- 23 143
3.4.4. Crédits commerciaux et avances	6 565	10 368	- 3 804
3.4.5. Autres comptes à payer/à recevoir	246	77	170
Institutions financières monétaires	- 54	155	- 209
Autres secteurs	300	- 78	379
3.4.6. Droits de tirage spéciaux	0	0	0
3.4.7. Réserves techniques d'assurance	34	311	- 277
3.5. Avoirs de réserve	- 3 026	0	- 3 026
Or	6	0	6
Avoirs en droits de tirage spéciaux	533	0	533
Position de réserve au FMI	- 1 329	0	- 1 329
Autres avoires de réserve	- 2 237	0	- 2 237
4. ERREURS ET OMISSIONS NETTES			- 19 876

n.i.a. : non inclus par ailleurs.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. En raison des écarts d'arrondis, les agrégats et les soldes peuvent ne pas être exactement égaux au total des composantes.

Source : Banque de France.

| ANNEXES

PARTIE I

GLOSSAIRE

La terminologie et la méthodologie de la balance des paiements sont régies par des normes statistiques internationales édictées par le FMI (« *Balance of Payments Manual n° 6* » ou « BPM6 »). Elles sont communes à tous les pays.

A

■ Actifs non financiers non produits

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains, droits d'exploitation du sous-sol, des eaux, des forêts, etc.), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ Administrations publiques

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale (universités, agences régionales de santé, Météo-France, etc.), les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ Articulation flux-stocks

La variation de la position extérieure entre deux dates est due :

- aux flux qui sont enregistrés dans la balance des paiements ;
- aux mouvements des taux de change, aux variations des prix des actions cotées ;
- et aux autres variations (qui incluent en particulier les reclassements entre rubriques, les changements de méthodologie et les écarts statistiques entre deux dates d'arrêt).

■ Autres investissements (prêts et emprunts)

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts, entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ Autres secteurs

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ **Avitaillement et soutage**

Cette rubrique recouvre les achats de biens, tels que carburants (on parle alors de soutage maritime lorsqu'un navire est concerné), provisions et fournitures, dans les ports et les aéroports, par les transporteurs résidents à l'étranger et par les transporteurs non résidents en France. En sont exclus les services apparentés (remorquage, emmagasinage, etc.) qui sont enregistrés parmi les services de transport.

■ **Avoirs de réserve**

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale. Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve à l'égard du Fonds monétaire international.

B

■ **Bénéfices réinvestis**

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ **Biens**

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

■ **Billets**

Dans le cadre de l'Union économique et monétaire, les flux et les encours relatifs aux billets en euros font l'objet d'un traitement particulier, qui consiste en une double écriture. La première correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France (celle-ci est calculée en fonction de sa participation dans le capital de la Banque centrale européenne – BCE) et les billets en euros effectivement mis en circulation. La seconde correspond à la différence entre l'émission théorique allouée à la Banque de France et la détention par les résidents de billets en euros. La position nette correspond donc à la différence entre la détention par les résidents de billets en euros et le stock de billets mis en circulation par la Banque de France.

C

■ **Compte de capital**

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits (voir la définition).

■ **Court terme**

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ Crédits commerciaux et avances

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

D

■ Dette extérieure

La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. C'est une dette brute au sens où les actifs financiers des résidents français ne sont pas soustraits des éléments de passif. En revanche, ces actifs sont soustraits pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés à l'étranger par des travailleurs résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

Le poste « Erreurs et omissions » est un poste d'ajustement dont l'existence tient à ce que, à la différence d'un système simple de comptabilisation en partie double, les enregistrements en débit et en crédit dans la balance des paiements ne sont pas inscrits simultanément à l'occasion de chaque transaction, mais résultent de déclarations ou d'enquêtes provenant de sources différentes. Les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

F

■ Fabisation

La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

■ France

En balance des paiements, la France comprend les départements de la France métropolitaine, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique, Mayotte, Réunion), les collectivités d'outre-mer de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la principauté de Monaco. Tous les autres pays, territoires et institutions sont considérés comme étant des non-résidents, y compris la BCE.

I

■ Institutions financières monétaires (IFM)

Le secteur des institutions financières monétaires hors banque centrale comprend les établissements de crédit résidents tels que définis par la législation communautaire et toutes les autres institutions financières résidentes dont l'activité consiste à recevoir des dépôts (ou de proches substituts de dépôts) de la part d'entités autres que des IFM et qui, pour leur propre compte, consentent des crédits et/ou effectuent des placements en valeurs mobilières. Cette catégorie comprend également les institutions monétaires électroniques, c'est-à-dire celles qui pratiquent l'intermédiation financière principalement par l'émission de monnaie électronique. La Caisse des dépôts et consignations, les OPC monétaires et la Caisse nationale d'Épargne sont aussi inclus dans le secteur des IFM. Les établissements de paiement n'en font en revanche pas partie.

■ Instruments financiers dérivés

Cette rubrique comprend les primes sur instruments conditionnels et les contrats à terme, achetés ou vendus par les banques résidentes et par les autres secteurs, ainsi que les appels de marge, les soultes et les intérêts sur *swaps*.

■ Intérêts

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance à l'origine supérieure à un an.

N

■ Négoce international

Sont recensés au titre du négoce international, les transactions liées aux achats de marchandises étrangères non importées sur le territoire douanier français, puis revendues à des non-résidents, ainsi que les achats et ventes à des non-résidents de marchandises françaises ne quittant pas le territoire douanier français.

P

■ Portefeuille (investissements de)

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés.

■ Prêts intragroupe (investissements directs)

Les « Autres opérations » des investissements directs recouvrent l'ensemble des opérations de prêts, avances et dépôts, à court et long terme, entre sociétés ayant une relation d'investissement direct, à l'exception des crédits et dépôts entre les banques et autres institutions financières monétaires résidentes et d'autres banques et institutions financières monétaires du même groupe situées à l'étranger, classés dans la rubrique « Autres investissements ».

■ Principe directionnel étendu (investissements directs – autres opérations – prêts intragroupe)

Le principe directionnel étendu est une mesure complémentaire, en BPM6, des données d'investissement direct. Selon le principe directionnel étendu, les prêts entre sociétés appartenant à un même groupe international ne sont pas classés en fonction du sens du prêt, mais d'après la résidence de la tête de groupe.

R

■ Réinvestissement des bénéfices

Cf. Bénéfices réinvestis.

■ Réserves de change

Cf. Avoirs de réserve.

■ Résidence

Les résidents sont :

- les personnes physiques ayant leur centre d'intérêt économique prédominant en France, quelle que soit leur nationalité, à l'exception des fonctionnaires et militaires étrangers en poste en France, qui restent des non-résidents ;
- les fonctionnaires et autres agents publics français en poste à l'étranger ou mis à la disposition d'organisations internationales ou d'autres employeurs non résidents ;
- les personnes morales françaises ou étrangères, pour leurs établissements en France, à l'exception des représentations des pays étrangers et des organismes internationaux installés en France, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée en France par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique (filiale, succursale, agence, bureau, etc.).

Les non-résidents sont :

- les personnes physiques étrangères ou françaises qui vivent habituellement à l'étranger, c'est-à-dire qui y ont leur installation effective, à l'exception des représentations françaises et des fonctionnaires français en poste à l'étranger ;
- les personnes morales étrangères ou françaises, pour leurs établissements à l'étranger, lorsqu'il y a existence d'une activité économique réelle exercée à l'étranger par des unités de production autonomes, quelle qu'en soit la forme juridique.

■ Revenus d'investissements

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent : revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve. Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ Revenus primaires

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (« Rémunérations des salariés »), pour la fourniture d'actifs financiers (« Revenus d'investissement ») ou pour la location de ressources naturelles (« Loyers »). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ Revenus secondaires

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital (cf. Compte de capital).

S

■ Secteurs économiques résidents

Dans de nombreux postes de la balance des paiements, les montants recensés font l'objet d'un classement en fonction du secteur institutionnel auquel appartient le résident qui participe à l'opération. On distingue (voir les définitions pour chacun d'entre eux) :

- la Banque de France ;
- les administrations publiques ;
- les institutions financières monétaires ;
- les « Autres secteurs ».

■ Services

Les services constituent la deuxième grande composante des transactions courantes. Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

■ Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers

Cette rubrique, dorénavant classée dans les services (elle était incluse dans les biens dans la classification du 5^e Manuel de la balance des paiements), enregistre les transactions concernant les travaux de transformation, d'assemblage, d'étiquetage, d'emballage, etc. fournis par des entreprises qui ne sont pas les propriétaires du bien en question.

■ Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)

Les SIFIM représentent la part des services rendus par les intermédiaires financiers qui n'est pas facturée à la clientèle. Pour ces services, les intermédiaires financiers se rémunèrent en prenant une marge de taux d'intérêt sur les dépôts de leurs clients et sur les prêts qu'ils leur accordent.

■ **Signe (convention de)**

Par convention, on affecte un signe positif à toute transaction courante avec quelques exceptions, dont les acquisitions effectuées pour le négoce, et les bénéfices réinvestis en cas de pertes opérationnelles, qui sont enregistrés en crédit ou en débit selon le cas, avec un signe négatif. Dans le compte de transactions courantes (et le compte de capital), un solde (crédit moins débit) positif indique un excédent des recettes sur les dépenses et donc une capacité de financement nette.

S'agissant des opérations en avoirs et en engagements du compte financier, un chiffre positif reflète une augmentation des avoirs ou des engagements, tandis qu'un chiffre négatif représente une diminution des avoirs ou des engagements. Un solde positif des flux du compte financier représente un accroissement des avoirs nets de la France, et un solde négatif une réduction de ces avoirs nets. Une augmentation simultanée, pour le même montant, des avoirs et des engagements, ne modifie pas le solde du compte financier.

T

■ **Transactions courantes**

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenus primaires et revenus secondaires entre la France et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ **Transferts en capital – Remise de dette**

L'annulation d'une dette consentie par les administrations publiques françaises à un pays étranger correspond à un transfert en faveur d'un agent non résident. À ce titre, elle est inscrite au débit du compte de capital. En contrepartie, l'annulation de dette diminue les avoirs des administrations publiques ; elle est donc inscrite au crédit du compte financier, sous la rubrique « Autres investissements ».

■ **Transferts en capital – Autres transferts**

Les autres transferts en capital rassemblent les aides à l'investissement reçues de l'étranger ou versées à des pays étrangers dans le cadre de l'aide au développement. Les transferts dont bénéficient les administrations publiques françaises proviennent essentiellement des institutions européennes (FEDER ¹ et FEADER ²).

■ **Transports**

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement (voir la définition) et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux (par exemple, la valeur du transport aérien correspondant au déplacement d'un touriste entre son pays d'origine et la France) ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

■ **Travail à façon**

Cf. Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers.

¹ Fonds européen de développement régional.

² Fonds européen agricole pour le développement rural.

■ Valeur comptable

La valeur comptable des encours d'investissements directs est celle indiquée par les entreprises dans leur comptabilité. Elle figure, pour les investissements directs français à l'étranger, dans les tableaux relatifs aux filiales et participations annexés aux comptes annuels, et pour les investissements directs étrangers en France, dans les bilans des sociétés résidentes affiliées à des investisseurs directs non résidents.

■ Valeur de marché

Les encours d'investissements directs en valeur de marché, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, font l'objet d'une estimation, déterminée en commun avec les comptes financiers nationaux, appliquée aux seuls capitaux propres. Seuls les encours agrégés en valeur de marché sont diffusés. Aucune ventilation par entreprise, par pays ou par secteur économique n'est donc disponible.

■ Valeur mixte

En valeur mixte, la partie cotée des encours d'investissements directs, tant français à l'étranger qu'étrangers en France, est valorisée en valeur de marché tandis que la partie non cotée est valorisée en valeur comptable.

■ Voyages

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses en France des personnes physiques non résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents.

Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par des non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par des résidents sont inclus dans les voyages.

PARTIE II

DÉFINITION DES ZONES GÉOGRAPHIQUES

Pays membres de l'Union européenne (au 1^{er} janvier 2018)

Allemagne *	Italie *
Autriche *	Lettonie *
Belgique *	Lituanie *
Bulgarie	Luxembourg *
Chypre *	Malte *
Croatie	Pays-Bas *
Danemark	Pologne
Espagne *	Portugal *
Estonie *	République tchèque
Finlande *	Roumanie
France *	Royaume-Uni
Grèce *	Slovaquie *
Hongrie	Slovénie *
Irlande *	Suède

L'Union européenne comprend les pays ci-dessus ainsi que les institutions de l'Union européenne (la Banque européenne d'investissement, le Fonds européen de développement et d'autres institutions communautaires européennes).

Au 1^{er} janvier 2018, l'Union économique et monétaire comprend 19 pays membres (désignés par *), ainsi que la Banque centrale européenne et le Mécanisme européen de stabilité.

Les zones géographiques sont définies dans les listes conventionnelles établies par Eurostat.

Centres financiers extraterritoriaux (liste conventionnelle établie par Eurostat)

Andorre	Îles Vierges américaines
Anguilla	Îles Vierges britanniques
Antigua-et-Barbuda	Jersey
Aruba	Liban
Bahamas	Libéria
Bahreïn	Liechtenstein
Barbade (La)	Maurice
Belize	Montserrat
Bermudes	Nauru
Curaçao	Niue
Dominique	Panama
Gibraltar	Philippines
Grenade	Saint-Kitts-et-Nevis
Guernesey	Sainte-Lucie
Hong Kong	Saint-Martin
Île de Man	Saint-Vincent-et-les-Grenadines
Îles Caïmans	Samoa
Îles Cook	Seychelles
Îles Marshall	Singapour
Îles Turques-et-Caïques	Vanuatu

PARTIE III

BALANCE DES PAIEMENTS

RÉVISIONS DES DONNÉES 2015 ET 2016

Dans le cadre de la publication du *Rapport annuel*, certaines données des années antérieures font l'objet d'actualisations qui concernent principalement les deux années précédentes. Ces révisions permettent en particulier d'intégrer une information plus fournie. Cette année, deux ensembles de révisions ont porté sur une période plus longue. L'un porte sur la ligne « Recettes de voyages », en raison de nouvelles sources et méthodes justifiant une révision sur une période plus longue, l'autre s'intègre dans un programme coordonné avec l'Insee de rapprochement des sources et évaluations entre le solde des opérations avec le reste du monde (comptes nationaux) et le solde des transactions courantes (balance des paiements).

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES – ACTUALISATIONS DES DEUX ANNÉES ANTÉRIEURES

Le solde des transactions courantes est révisé de 1,5 milliard d'euros en 2015 (à – 8,1 milliards) et de 2,2 milliards en 2016 (à – 16,8 milliards).

En 2015 comme en 2016, les **biens et services** contribuent le plus aux révisions de l'ensemble des transactions courantes : + 7,3 milliards en 2015 et + 10,0 milliards en 2016. La principale révision porte sur les **services de voyages** (voir section suivante).

En outre, pour l'année 2016, les services hors voyages ont été révisés de + 6,7 milliards d'euros afin de prendre en compte, comme chaque année, les réponses à l'enquête complémentaire de la Banque de France sur les échanges internationaux de services (ECEIS), qui remplacent ainsi les estimations initiales retenues pour le *Rapport annuel 2016*.

Les révisions des **revenus primaires**, de – 5,1 milliards d'euros en 2015 et de – 6,0 milliards

en 2016, concernent principalement les revenus des investissements directs pour 2016 et les autres revenus primaires pour 2015. La révision 2016 des **revenus d'investissements directs (– 4,4 milliards)** est liée à l'exploitation des comptes annuels des sociétés françaises investies par des non-résidents et des filiales étrangères de groupes résidents, en remplacement des premières estimations publiées lors du *Rapport annuel 2016*. En outre, la mise en cohérence des sources des comptes nationaux (Insee) et de la balance des paiements (cf. *infra*) sur le poste des revenus des administrations publiques (subventions européennes) occasionne une révision des autres revenus primaires de – 3,3 milliards en 2015.

LA RÉVISION DES RECETTES DE VOYAGES

Les services de voyages sont révisés à hauteur de + 12,0 milliards d'euros en 2015 et + 11,1 milliards en 2016. Cette révision résulte d'un programme de travail lancé par la Banque de France afin de tenir compte des nouvelles conditions du tourisme international, en particulier de l'essor des pays émergents.

Cette amélioration de la mesure se résume à quatre actions : une adaptation des enquêtes de terrain aux nouvelles provenances (Chine, Inde, et d'une manière générale pays de provenance lointaine, etc.), une exploitation accrue des données de cartes bancaires à la suite d'un accord avec la profession bancaire sous l'égide du Comité français d'organisation et de normalisation bancaires – CFONB –, un recours aux nouveaux modes de mesures *big data* ainsi qu'à certaines données « miroir » de nos partenaires internationaux. La démarche mise en œuvre et les résultats obtenus sont décrits dans l'espace thématique « Les services de voyages » du site internet de la Banque de France ¹.

¹ <https://www.banque-france.fr/sites/default/files/media/2018/02/07/revision-ligne-voyage-2017-1.pdf>

PRINCIPALES RÉVISIONS DU COMPTE FINANCIER

L'ensemble des postes du **compte financier** a fait l'objet de révisions en 2015 et en 2016. Le solde des **investissements directs** est révisé à la hausse pour l'année 2015, de - 12,2 milliards d'euros à - 0,7 milliard. La révision 2016 est plus modeste : - 0,8 milliard (25,4 milliards, au lieu de 26,2 milliards). Les révisions sont principalement liées à la substitution de données issues des comptes annuels des sociétés françaises et étrangères aux estimations publiées l'an passé.

Les **investissements de portefeuille** sont révisés de - 7,6 milliards d'euros en 2015 et de + 25,1 milliards en 2016 en raison notamment de l'intégration de déclarations tardives.

Le solde des **instruments financiers dérivés (IFD)** a été révisé de - 16,5 milliards d'euros sur l'année 2016 en raison de corrections de déclarations. Le solde des **autres investissements** est révisé de + 8 milliards, la révision à la hausse des avoirs étant plus élevée que celle des engagements, en particulier pour ce qui concerne les institutions financières monétaires (IFM).

RAPPROCHEMENT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DES COMPTES NATIONAUX

L'Insee a publié le 15 mai 2018 les principaux résultats des comptes annuels pour les années 2015 à 2017. Les nouvelles données des comptes nationaux prennent en compte les révisions de la balance des paiements qui ont été publiées le 10 avril 2018. Jusqu'à présent, il existait un écart d'environ 40 milliards d'euros (en moyenne annuelle sur la période 2014-2016) entre le solde du compte du reste du monde des comptes nationaux et le solde des transactions courantes et du compte de capital de la balance des paiements. Cet écart a été réduit à 3,3 milliards en moyenne. Les principales révisions apportées au compte du reste du monde concernent les biens et services pour environ 20 milliards en moyenne pour 2014-2016, ainsi que les revenus de la propriété, en particulier les revenus d'intérêts, pour environ 14 milliards en moyenne. La révision méthodologique de la ligne des services de voyages a un effet neutre sur la réduction de l'écart puisqu'elle a été intégrée simultanément dans les comptes nationaux et en balance des paiements.

Révisions des données 2015 et 2016 de balance des paiements
Soldes des principales rubriques de la balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2015			2016		
	Rapport annuel 2016	Rapport annuel 2017	Écarts	Rapport annuel 2016	Rapport annuel 2017	Écarts
Compte de transactions courantes	- 9,6	- 8,1	1,5	- 19,0	- 16,8	2,2
Biens	- 25,0	- 28,9	- 3,9	- 26,8	- 34,6	- 7,8
Services	8,9	20,1	11,2	0,0	17,8	17,8
<i>Transports</i>	- 2,8	- 2,8	0,0	- 4,4	- 4,6	- 0,2
<i>Voyages</i>	5,0	17,0	12,0	1,8	12,9	11,1
Revenus primaires	50,8	45,7	- 5,1	52,8	46,8	- 6,0
<i>Rémunérations des salariés</i>	19,5	19,7	0,2	20,1	19,9	- 0,2
<i>Revenus des investissements</i>	21,7	19,7	- 2,0	27,8	22,2	- 5,6
Investissements directs	40,4	39,1	- 1,3	42,7	38,3	- 4,4
Investissements de portefeuille	- 18,0	- 18,7	- 0,7	- 14,8	- 15,7	- 0,9
Autres investissements	- 1,3	- 1,3	0,0	- 0,7	- 0,9	- 0,2
Avoirs de réserve	0,6	0,6	0,0	0,5	0,5	0,0
<i>Autres revenus primaires</i>	9,6	6,3	- 3,3	4,9	4,7	- 0,2
Revenus secondaires	- 44,3	- 45,0	- 0,7	- 45,0	- 46,8	- 1,8
Compte de capital	1,8	- 1,0	- 2,8	0,0	1,4	1,4
Compte financier	- 12,2	- 0,7	11,5	- 28,8	- 13,0	15,8
Investissements directs	- 2,4	7,1	9,5	26,2	25,4	- 0,8
Français à l'étranger	40,0	48,0	8,0	51,8	57,2	5,4
<i>dont : capital social</i>	18,0	18,0	0,0	36,4	34,3	- 2,1
<i>bénéfices réinvestis</i>	4,0	4,9	0,9	6,5	14,2	7,7
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	18,0	25,1	7,1	9,0	8,6	- 0,4
Étrangers en France	42,4	40,9	- 1,5	25,6	31,8	6,2
<i>dont : capital social</i>	28,7	27,8	- 0,9	27,5	27,2	- 0,3
<i>bénéfices réinvestis</i>	6,8	7,1	0,3	5,8	7,9	2,1
<i>autres opérations (prêts intragroupe)</i>	6,9	6,0	- 0,9	- 7,6	- 3,3	4,3
Investissements de portefeuille	46,5	38,9	- 7,6	- 3,6	21,5	25,1
Avoirs (résidents sur titres émis par les non-résidents)	51,0	43,5	- 7,5	47,5	41,4	- 6,1
Actions et titres d'OPC ^{a)}	1,5	0,6	- 0,9	31,2	22,3	- 8,9
Titres de créance à long terme	61,0	56,2	- 4,8	19,7	22,1	2,4
Titres de créance à court terme	- 11,4	- 13,3	- 1,9	- 3,5	- 2,9	0,6
Engagements (non-résidents sur titres émis par les résidents)	4,6	4,6	0,0	51,1	20,0	- 31,1
Actions et titres d'OPC	10,0	10,0	0,0	21,5	18,6	- 2,9
Titres de créance à long terme	22,2	22,2	0,0	24,2	- 1,8	- 26,0
Titres de créance à court terme	- 27,6	- 27,6	0,0	5,4	3,2	- 2,2
Instruments financiers dérivés	10,8	13,0	2,2	0,6	- 15,9	- 16,5
Autres investissements	- 74,2	- 66,9	7,3	- 54,2	- 46,2	8,0
Avoirs	- 58,3	- 54,1	4,2	152,3	171,9	19,6
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	- 111,2	- 111,2	0,0	134,1	151,0	16,9
Engagements	15,9	12,8	- 3,1	206,5	218,1	11,6
<i>dont : institutions financières monétaires</i>	- 13,3	- 13,3	0,0	178,8	178,8	0,0
Avoirs de réserve	7,2	7,2	0,0	2,2	2,2	0,0
Erreurs et omissions nettes	- 4,4	8,4	12,8	- 9,8	2,4	12,2

a) Organismes de placement collectif.

Note : Les investissements directs sont présentés en principe directionnel étendu. La convention de signe utilisée est celle du 6^e Manuel de la balance des paiements.

Source : Banque de France.

PARTIE IV

POSITION EXTÉRIEURE

RÉVISIONS DES DONNÉES 2015 ET 2016

Comme pour la balance des paiements, plusieurs postes de la position extérieure font l'objet de révisions à l'occasion de la publication de ce *Rapport annuel* (cf. tableau ci-dessous). Ces révisions de la position extérieure s'inscrivent strictement dans le cadre du processus habituel de révisions, avec la prise en compte de corrections ou de données non disponibles auparavant et ne portent que sur les deux années 2015 et 2016, comme pour les révisions du compte financier de la balance des paiements.

Les révisions apportées aux investissements directs, soit 13,7 milliards d'euros en 2015 et 12,3 milliards

en 2016, proviennent de l'exploitation des comptes annuels des entreprises et des résultats d'enquêtes spécifiques. Les investissements de portefeuille sont révisés de 28,3 milliards en 2015 et de 13,2 milliards en 2016, principalement en raison d'une réévaluation à la hausse de la détention d'actions et de titres émis par des organismes de placement collectif (OPC) non résidents.

Les instruments financiers dérivés sont révisés à la baisse, de - 2,6 milliards d'euros en 2015 et - 35,3 milliards en 2016, tandis que les prêts et emprunts de l'ensemble des secteurs sont révisés de 20,4 milliards en 2015 et de 28,6 milliards en 2016.

Révisions des données 2015 et 2016 de la position extérieure

Principales rubriques de la position extérieure

(en milliards d'euros)

	2015			2016		
	Rapport annuel 2016	Rapport annuel 2017	Écarts	Rapport annuel 2016	Rapport annuel 2017	Écarts
Investissements directs en valeur mixte	519,8	533,5	13,7	533,0	545,3	12,3
Français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}	1 152,6	1 164,9	12,3	1 194,8	1 214,0	19,2
Étrangers en France en valeur mixte ^{a)}	632,8	631,4	- 1,4	661,8	668,7	6,9
Investissements de portefeuille	- 772,0	- 743,7	28,3	- 771,6	- 758,4	13,2
Titres étrangers	2 313,5	2 341,8	28,3	2 384,7	2 400,5	15,8
Actions et titres d'OPC	659,2	687,1	27,9	701,8	715,9	14,1
Titres de créance à long terme	1 468,8	1 472,4	3,6	1 493,2	1 498,0	4,8
Titres de créance à court terme	185,5	182,3	- 3,2	189,7	186,7	- 3,0
Titres français	3 085,5	3 085,5	0,0	3 156,3	3 159,0	2,7
Actions et titres d'OPC	783,9	783,9	0,0	826,0	833,5	7,5
Titres de créance à long terme	2 082,8	2 082,8	0,0	2 108,1	2 103,0	- 5,1
Titres de créance à court terme	218,7	218,7	0,0	222,3	222,5	0,2
Instruments financiers dérivés	- 32,6	- 35,2	- 2,6	- 11,2	- 46,5	- 35,3
Prêts et emprunts (hors avoirs de réserve)	- 186,1	- 165,7	20,4	- 240,4	- 211,8	28,6
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 24,4	- 24,5	- 0,1	- 31,1	- 33,3	- 2,2
Autres investissements de la Banque de France	- 150,6	- 150,6	0,0	- 146,4	- 148,4	- 2,0
Autres investissements des administrations publiques	39,4	41,0	1,6	41,9	43,7	1,8
Prêts et emprunts des institutions financières monétaires	- 56,8	- 56,8	0,0	- 99,7	- 82,8	16,9
Prêts et emprunts des autres secteurs ^{b)}	19,2	38,1	18,9	7,8	21,8	14,0
Droits de tirage spéciaux	- 12,9	- 12,9	0,0	- 12,9	- 12,9	0,0
Avoirs de réserve	126,9	126,9	0,0	139,3	139,3	0,0
Solde avec les investissements directs en valeur mixte	- 344,0	- 284,2	59,8	- 351,0	- 332,2	18,8

a) Selon le principe directionnel étendu.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, organismes de placement collectif (OPC) non monétaires et ménages.

Source : Banque de France.

REPRODUCTION AUTORISÉE
AVEC INDICATION DE LA SOURCE

Directeur de la publication

Jacques Fournier
Directeur général des Statistiques
de la Banque de France

Réalisation

Service de l'Édition et des Langages
Studio Création
Direction de la Communication

Cet ouvrage est accessible gratuitement sur le site
internet de la Banque de France :

*[https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-
des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-
position-exterieure](https://www.banque-france.fr/statistiques/balance-des-paiements/la-balance-des-paiements-et-la-position-exterieure)*

Vous y trouverez également des tableaux
statistiques complémentaires.

Imprimerie : Banque de France
31 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris

Dépôt légal : juillet 2018
ISSN 0292-6733

COMPLÉMENT INTERACTIF

1.7 Autres services

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7,9	7,8	0,1	7,3	7,0	0,3	7,8	7,6	0,2
Services d'entretien et de réparation n.i.a	6,5	6,1	0,4	7,2	6,8	0,4	7,9	7,4	0,6
Construction	3,6	2,5	1,1	3,3	2,2	1,1	4,9	3,1	1,8
Services d'assurance et de pension	3,8	5,6	- 1,8	8,0	8,2	- 0,1	7,0	9,2	- 2,2
Services financiers	10,6	5,7	4,9	11,2	5,6	5,5	10,7	6,0	4,7
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	<i>6,5</i>	<i>4,5</i>	<i>2,0</i>	<i>7,0</i>	<i>4,4</i>	<i>2,5</i>	<i>6,8</i>	<i>4,6</i>	<i>2,2</i>
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	<i>4,1</i>	<i>1,3</i>	<i>2,8</i>	<i>4,2</i>	<i>1,2</i>	<i>3,0</i>	<i>3,9</i>	<i>1,4</i>	<i>2,4</i>
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13,7	14,1	- 0,4	14,0	13,3	0,7	14,6	13,2	1,4
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	15,5	16,1	- 0,6	15,7	16,9	- 1,2	16,3	16,4	- 0,2
Autres services aux entreprises	74,6	73,1	1,5	78,3	76,3	2,0	76,0	72,7	3,4
<i>Services de recherche et développement</i>	<i>11,4</i>	<i>13,1</i>	<i>- 1,7</i>	<i>11,7</i>	<i>13,2</i>	<i>- 1,5</i>	<i>11,4</i>	<i>11,5</i>	<i>- 0,1</i>
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	<i>17,4</i>	<i>17,1</i>	<i>0,3</i>	<i>19,8</i>	<i>19,3</i>	<i>0,5</i>	<i>21,7</i>	<i>21,5</i>	<i>0,2</i>
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	<i>45,8</i>	<i>42,9</i>	<i>2,9</i>	<i>46,8</i>	<i>43,8</i>	<i>3,0</i>	<i>43,0</i>	<i>39,7</i>	<i>3,3</i>
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,2	3,1	0,1	3,6	3,4	0,2	4,3	3,6	0,7
Biens et services des APU n.i.a.	0,7	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	1,1	0,0	1,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

0. SYNTHÈSES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIÈRE DE LA FRANCE

0.1 Balance des paiements

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
COMPTE DE TRANSACTIONS COURANTES	- 2,0	- 13,9	- 10,7	- 12,5	- 17,7	- 20,1	- 10,8	- 20,6	- 8,1	- 16,8	- 13,1
Total biens et services	- 8,7	- 24,2	- 18,0	- 27,5	- 37,1	- 23,2	- 12,9	- 17,2	- 8,8	- 16,8	- 21,7
Biens	- 33,4	- 48,8	- 36,7	- 48,2	- 64,9	- 54,5	- 43,0	- 42,7	- 28,9	- 34,5	- 48,2
<i>Recettes</i>	397,1	409,2	337,8	383,1	422,1	436,4	438,5	437,2	470,6	470,7	490,9
<i>Dépenses</i>	430,5	458,0	374,4	431,3	487,0	490,9	481,5	479,9	499,4	505,2	539,0
Services	24,7	24,7	18,6	20,7	27,8	31,3	30,1	25,5	20,1	17,8	26,4
<i>Recettes</i>	147,9	157,0	144,9	157,6	175,3	190,0	201,9	215,9	230,5	235,0	244,2
<i>Dépenses</i>	123,2	132,3	126,2	136,8	147,5	158,7	171,8	190,4	210,4	217,3	217,7
Voyages	18,9	18,2	17,0	14,0	14,6	20,8	21,3	17,3	17,0	12,9	17,0
<i>Recettes</i>	46,5	45,9	43,5	43,0	47,6	51,9	53,1	54,0	52,6	49,3	53,7
<i>Dépenses</i>	27,6	27,7	26,5	29,0	33,0	31,1	31,8	36,7	35,6	36,4	36,7
Transports	- 2,3	- 2,0	- 1,0	- 0,8	- 2,8	- 2,2	- 3,5	- 3,0	- 2,8	- 4,6	- 2,0
<i>Recettes</i>	28,5	29,7	24,9	29,3	31,7	33,3	34,6	36,1	37,7	36,6	39,9
<i>Dépenses</i>	30,9	31,7	25,9	30,1	34,4	35,5	38,1	39,1	40,6	41,2	41,9
Autres services	8,2	8,5	2,6	7,5	15,9	12,7	12,3	11,1	6,0	9,5	11,4
<i>Recettes</i>	72,9	81,4	76,5	85,3	96,0	104,8	114,2	125,8	140,1	149,2	150,5
<i>Dépenses</i>	64,7	72,9	73,8	77,8	80,1	92,1	101,9	114,6	134,2	139,7	139,2
Revenus primaires	41,2	44,2	43,9	51,2	56,7	45,1	47,1	45,0	45,7	46,8	52,5
Rémunérations des salariés	10,9	11,9	12,3	13,1	14,8	16,1	16,8	17,5	19,7	19,9	20,2
Revenus d'investissements	22,9	25,2	24,3	31,1	35,0	22,3	23,9	21,3	19,7	22,2	28,8
<i>Revenus d'investissements directs</i>	25,0	26,2	26,3	36,2	40,5	37,6	39,0	40,5	39,1	38,3	43,3
<i>Revenus d'investissements de portefeuille</i>	5,8	8,4	1,4	- 3,6	- 6,0	- 16,0	- 15,7	- 19,7	- 18,7	- 15,7	- 15,2
<i>Revenus des autres investissements</i>	- 9,1	- 9,9	- 3,9	- 2,0	- 0,1	0,3	0,2	0,1	- 1,3	- 0,9	0,0
<i>Revenus d'avoirs de réserve</i>	1,2	0,5	0,4	0,5	0,6	0,4	0,5	0,5	0,5	0,5	0,6
Autres revenus primaires	7,4	7,1	7,3	7,0	6,9	6,8	6,4	6,2	6,3	4,7	3,5
Revenus secondaires	- 34,4	- 33,9	- 36,6	- 36,3	- 37,2	- 42,1	- 45,0	- 48,4	- 45,0	- 46,8	- 43,9
<i>Recettes</i>	11,7	13,5	13,2	14,4	15,8	15,4	14,7	23,0	26,7	26,0	27,6
<i>Dépenses</i>	46,1	47,5	49,7	50,7	53,0	57,6	59,7	71,4	71,7	72,8	71,5
COMPTE DE CAPITAL	1,7	0,4	0,3	0,1	- 0,2	- 3,4	0,1	- 1,2	- 1,0	1,4	1,1
<i>Recettes</i>	2,3	1,2	1,1	1,2	1,1	1,1	1,3	1,1	2,2	2,7	2,2
<i>Dépenses</i>	0,6	0,8	0,7	1,1	1,3	4,5	1,2	2,3	3,2	1,3	1,0
COMPTE FINANCIER	0,3	- 33,4	- 39,2	- 1,2	- 56,5	- 37,3	- 14,5	- 7,8	- 0,7	- 13,0	- 31,9
<i>Avoirs</i>	476,9	125,9	110,9	193,5	- 28,9	- 144,4	- 162,2	204,4	176,0	254,5	235,7
<i>Engagements</i>	476,6	159,2	150,2	194,7	27,6	- 107,1	- 147,7	212,2	176,7	267,5	267,6
Investissements directs	34,4	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	25,4	7,4
<i>Français à l'étranger</i>	80,8	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	57,2	51,6
<i>Étrangers en France</i>	46,4	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	31,8	44,2
Investissements de portefeuille	121,2	- 25,7	- 236,0	- 116,8	- 240,9	- 39,4	- 59,7	- 17,9	38,9	21,5	19,9
<i>Avoirs</i>	206,9	97,7	78,4	- 30,0	- 167,7	- 18,3	43,6	69,7	43,5	41,4	47,9
<i>Engagements</i>	85,8	123,3	314,4	86,8	73,2	21,0	103,2	87,7	4,6	20,0	28,0
Instruments financiers dérivés	- 4,9	27,2	- 11,1	- 3,1	- 13,9	- 14,3	- 16,8	- 23,9	13,0	- 15,9	- 1,2
<i>Avoirs</i>	- 19,6	1,3	- 31,9	- 13,3	43,4	- 108,8	- 216,1	12,0	131,5	- 18,3	6,5
<i>Engagements</i>	- 14,6	- 25,9	- 20,7	- 10,2	57,3	- 94,5	- 199,3	35,9	118,4	- 2,4	7,8
Autres investissements	- 150,8	- 71,2	151,4	87,1	189,6	- 2,8	73,9	- 2,2	- 66,9	- 46,2	- 54,9
<i>Avoirs</i>	208,2	- 35,1	- 14,2	194,7	64,0	- 48,9	- 3,6	84,5	- 54,1	171,9	132,8
<i>Engagements</i>	359,1	36,1	- 165,6	107,6	- 125,7	- 46,2	- 77,5	86,6	12,8	218,1	187,7
Avoirs de réserve	0,5	- 8,5	6,0	5,8	- 5,5	4,0	- 1,5	0,7	7,2	2,2	- 3,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	0,6	- 19,9	- 28,9	11,2	- 38,6	- 13,8	- 3,7	14,0	8,4	2,4	- 19,9

0-2 Position extérieure

0-2a Séries chronologiques de la position extérieure de 2007 à 2017 en valeur mixte
(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Investissements directs en valeur mixte	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	545,3	481,2
Français à l'étranger	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 214,0	1 210,4
Étrangers en France	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	668,7	729,2
Investissements de portefeuille	26,2	9,4	- 219,2	- 320,8	- 546,6	- 648,3	- 717,3	- 785,3	- 743,7	- 758,4	- 741,1
Titres étrangers	2 014,1	1 872,1	2 070,8	2 100,1	1 865,6	1 990,9	2 083,2	2 267,4	2 341,8	2 400,5	2 441,6
<i>Actions et titres d'OPC^{a)}</i>	561,7	341,1	448,4	498,3	401,4	494,7	589,0	634,8	687,1	715,9	802,4
<i>Titres de créance à long terme</i>	1 325,8	1 312,4	1 369,9	1 362,9	1 256,7	1 271,8	1 306,4	1 435,4	1 472,4	1 498,0	1 437,2
<i>Titres de créance à court terme</i>	126,7	218,5	252,4	239,0	207,5	224,5	187,8	197,2	182,3	186,7	202,0
Titres français	1 987,9	1 862,7	2 290,0	2 420,9	2 412,2	2 639,3	2 800,5	3 052,7	3 085,5	3 159,0	3 182,7
<i>Actions et titres d'OPC</i>	720,3	449,0	573,2	579,3	500,6	614,7	731,8	743,1	783,9	833,5	898,7
<i>Titres de créance à long terme</i>	1 152,3	1 242,2	1 467,6	1 595,5	1 671,9	1 821,6	1 836,2	2 067,4	2 082,8	2 103,0	2 058,1
<i>Titres de créance à court terme</i>	115,3	171,5	249,2	246,2	239,7	203,0	232,6	242,2	218,7	222,5	226,0
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>			831,2	886,8	907,0	978,3	1 017,3	1 138,7	1 133,0	1 121,2	1 079,3
Instruments financiers dérivés	- 80,3	- 51,0	- 71,7	- 47,8	- 44,5	- 45,2	- 62,1	- 59,6	- 35,2	- 46,5	- 69,2
Créances	587,6	1 060,6	926,6	825,8	1 092,2	1 080,2	809,7	1 043,7	802,8	794,7	608,2
Engagements	667,9	1 111,6	998,3	873,6	1 136,6	1 125,4	871,8	1 103,3	838,0	841,1	677,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 459,6	- 574,3	- 416,8	- 347,0	- 144,8	- 162,8	- 85,2	- 98,3	- 165,7	- 211,8	- 262,9
Créances	1 438,5	1 402,3	1 388,1	1 617,8	1 710,0	1 610,1	1 575,5	1 712,1	1 741,6	1 824,9	1 884,7
Engagements	1 898,1	1 976,5	1 804,9	1 964,8	1 854,8	1 773,0	1 660,7	1 810,4	1 907,2	2 036,7	2 147,5
Banque de France	- 59,2	- 199,0	- 163,4	- 126,9	- 208,9	- 206,2	- 163,1	- 171,5	- 163,5	- 161,3	- 168,2
<i>Autre participations</i>	nd	nd	0,0	0,0	0,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	nd	- 70,5	- 37,2	- 98,7	- 75,2	- 74,4	- 80,1	- 68,9	- 79,7	- 79,0
<i>Prêts</i>	nd	nd	- 82,7	- 78,9	- 99,5	- 120,8	- 78,9	- 80,9	- 83,3	- 70,1	- 78,7
<i>Droits de tirage spéciaux</i>	nd	nd	- 11,0	- 11,8	- 12,0	- 11,8	- 11,3	- 12,1	- 12,9	- 12,9	- 12,0
Administrations publiques	20,4	14,2	16,3	20,3	26,1	29,7	42,3	44,7	49,3	51,2	45,6
<i>Autres participations</i>	nd	nd	16,7	17,7	18,5	24,9	32,9	38,2	41,6	42,4	42,4
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	nd	- 14,4	- 13,7	- 14,5	- 14,8	- 11,5	- 12,3	- 11,5	- 8,2	- 11,4
<i>Prêts</i>	nd	nd	5,6	8,8	15,5	13,9	15,7	13,6	10,8	9,5	7,1
<i>Crédits commerciaux et avances à la commande</i>	nd	nd	8,3	7,5	6,6	5,7	5,2	5,2	8,3	7,5	7,4
Institutions financières monétaires	- 375,4	- 286,2	- 202,5	- 172,1	82,3	37,1	66,1	44,2	- 56,8	- 82,8	- 98,6
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	nd	- 510,6	- 560,9	- 298,5	- 332,8	- 294,5	- 353,6	- 471,1	- 552,7	- 592,2
<i>Prêts</i>	nd	nd	307,8	389,2	380,0	370,0	359,2	401,1	414,1	457,7	481,6
<i>Autres comptes à payer/à recevoir</i>	nd	nd	0,2	- 0,4	0,8	- 0,1	1,5	- 3,4	0,3	12,3	12,0
Autres secteurs^{b)}	- 45,4	- 103,3	- 67,1	- 68,3	- 44,4	- 23,4	- 30,4	- 15,6	5,3	- 19,0	- 41,6
<i>Numéraire et dépôts</i>	nd	nd	137,3	216,8	225,1	261,2	227,0	250,6	324,6	336,4	340,7
<i>Prêts</i>	nd	nd	- 209,0	- 281,6	- 258,8	- 266,0	- 238,5	- 238,8	- 284,3	- 312,3	- 332,2
<i>Crédits commerciaux et avances à la commande</i>	nd	nd	5,6	- 3,4	- 10,6	- 18,6	- 18,8	- 26,1	- 32,8	- 40,8	- 40,3
<i>Autres secteurs - Autres comptes à payer/à recevoir</i>	nd	nd	- 1,0	- 0,1	0,0	0,1	- 0,2	- 0,1	- 0,2	- 0,1	0,3
<i>Réserves techniques d'assurance</i>	nd	nd	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 2,1	- 2,1	- 10,1
Avoirs de réserve	78,6	74,0	92,4	124,5	133,1	139,9	105,1	118,2	126,9	139,2	130,4
Total créances	4 805,0	5 080,2	5 255,7	5 546,0	5 765,3	5 785,6	5 534,6	6 207,4	6 177,9	6 373,3	6 275,4
Total engagements	4 977,5	5 355,4	5 543,0	5 731,2	5 943,8	6 053,4	5 885,1	6 543,1	6 462,1	6 705,5	6 736,8
Position extérieure	- 172,6	- 275,2	- 287,3	- 185,2	- 178,4	- 267,8	- 350,5	- 335,7	- 284,2	- 332,2	- 461,5

a) Organismes de placement collectif.

b) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, chambres de compensation.

Note : Les investissements directs sont présentés selon la règle du principe directionnel étendu.

nd : informations non disponibles.

0-2b Créances et dettes extérieures par monnaie hors avoirs de réserve

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net	Créances	Dettes	Net
Total	3 772	4 598	- 826	3 909	4 759	- 850	3 919	4 831	- 912
Euro	2 799	3 378	- 579	2 827	3 399	- 573	2 864	3 566	- 702
Dollar US	584	797	- 213	671	929	- 259	638	857	- 219
Yen	154	91	63	188	108	80	182	97	86
Livre sterling	109	189	- 80	97	167	- 70	93	172	- 79
Yuan	7	8	- 1	4	7	- 2	6	8	- 2
Autres monnaies	118	135	- 16	122	147	- 25	136	131	5
Institutions financières monétaires et autorités monétaires	1 870	2 066	- 196	1 913	2 163	- 250	1 926	2 248	- 322
Euro	1 187	1 227	- 40	1 155	1 223	- 68	1 177	1 356	- 180
Dollar US	386	538	- 152	443	625	- 182	435	595	- 159
Yen	146	81	64	174	99	74	163	88	74
Livre sterling	81	123	- 43	69	106	- 37	63	110	- 47
Yuan	4	5	- 1	2	4	- 2	3	7	- 3
Autres monnaies	67	91	- 25	71	106	- 35	86	93	- 7
Administrations publiques	93	1 323	- 1 230	90	1 319	- 1 229	87	1 277	- 1 190
Euro	87	1 268	- 1 181	84	1 254	- 1 170	81	1 213	- 1 132
Dollar US	6	44	- 38	6	56	- 50	5	51	- 45
Yen	0	1	- 1	0	1	- 1	0	0	0
Livre sterling	0	5	- 5	0	3	- 3	0	8	- 8
Yuan	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres monnaies	0	5	- 5	0	5	- 5	0	4	- 4
Autres secteurs	1 391	820	571	1 462	880	582	1 467	907	560
Euro	1 264	593	670	1 320	631	689	1 327	685	641
Dollar US	78	150	- 71	88	178	- 91	77	154	- 77
Yen	6	7	- 1	12	6	5	18	7	11
Livre sterling	17	46	- 29	18	43	- 25	20	40	- 20
Yuan	1	1	0	0	1	0	0	1	0
Autres monnaies	25	23	2	25	21	4	26	21	5
Prêts inter-entreprises ^{a)}	419	390	30	443	396	47	439	399	40
Euro	262	290	- 28	268	292	- 24	280	311	- 31
Dollar US	115	66	49	135	70	64	120	58	62
Yen	2	1	1	2	2	0	2	1	1
Livre sterling	11	16	- 4	10	15	- 5	10	15	- 4
Yuan	3	2	1	2	1	1	2	1	1
Autres monnaies	27	15	11	27	16	10	25	13	11

a) Les prêts inter-entreprises correspondent à l'ensemble des prêts et emprunts entre sociétés d'un groupe international. Un prêt d'une société française vers une filiale ou la maison mère du groupe établie à l'étranger correspond à une créance et inversement un prêt d'une société non résidente vers une filiale ou la maison mère du groupe établie en France correspond à un engagement.

Notes : Ce tableau correspond aux données prescrites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure du FMI (BPM6) pour la composition par monnaie des actifs et passifs sous forme d'instruments de dette (tableaux A9-I-1a et A9-I-2a du BPM6). Il permet notamment d'identifier la part de la dette extérieure potentiellement soumise aux effets des variations de change, toutes choses égales par ailleurs, en particulier avant effet des couvertures de change.

Une position nette débitrice signifie que la France est emprunteuse dans la devise indiquée au 31 décembre de l'année considérée (par exemple en dollar et en livre sterling en 2016) et inversement une position créditrice, qu'elle est prêteuse (par exemple en yen en 2016).

0-2c Instruments financiers dérivés en valeur de marché

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Total	803	838	- 35	795	841	- 46	608	677	- 69
Euro	435	457	- 23	423	452	- 29	346	378	- 32
Dollar US	237	229	8	238	239	- 1	154	170	- 17
Yen	41	52	- 11	52	56	- 4	34	43	- 9
Livre sterling	32	39	- 8	32	40	- 9	29	36	- 6
Autres monnaies	58	61	- 3	50	54	- 4	45	51	- 6

Note : Une position nette débitrice reflète un apport net de liquidité associé aux transactions et variations de la valeur de marché sur instruments financiers dérivés et inversement, une position créditrice reflète un financement net. Les transactions sur instruments financiers intervenant fréquemment pour couvrir des gains et pertes potentiels sur d'autres instruments, les seules positions sur instruments financiers dérivés ne sont pas représentatives de gains et pertes potentiels nets.

0-2d Les flux d'investissements directs de la France

(données annuelles - présentation selon la méthode créances-engagements et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Créances : acquisition nette d'actifs financiers (A = B + C + D)	96,6	90,9	63,6	54,8	45,0	40,3	13,3	39,8	45,9	66,3	49,8
Capital social (B)	56,6	61,0	40,3	28,6	28,4	40,5	3,3	21,0	18,0	34,3	26,0
Bénéfices réinvestis (C)	26,0	8,4	9,6	19,7	8,0	10,8	8,5	7,6	4,9	14,2	13,1
Prêts intragroupes (D)	14,0	21,6	13,7	6,5	8,7	- 10,9	1,5	11,2	23,0	17,8	10,7
Engagements : accroissement net des passifs financiers (E = F + G + H)	62,2	46,0	13,1	29,0	30,8	25,3	23,8	4,3	38,8	41,0	42,4
Capital social (F)	22,0	15,0	14,5	11,5	21,2	10,7	20,0	9,4	27,8	27,2	28,9
Bénéfices réinvestis (G)	10,8	1,8	- 2,3	6,3	- 1,6	6,2	6,6	5,1	7,1	7,9	6,5
Prêts intragroupes (H)	29,3	29,2	1,0	11,1	11,2	8,3	- 2,8	- 10,1	3,9	5,8	7,0
Créances/engagements : investissements directs nets (I = A - E)	34,4	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	25,4	7,4
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (J)	80,8	70,5	72,6	36,4	37,0	27,6	15,3	37,5	48,0	57,2	51,6
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (K)	46,4	25,7	22,1	10,5	22,8	12,5	25,8	2,0	40,9	31,8	44,2
Principe directionnel : investissements directs nets (L = I = J - K)	34,4	44,8	50,5	25,9	14,2	15,1	- 10,5	35,5	7,1	25,4	7,4

0-2e La position de la France en investissements directs

(données annuelles - présentation selon la méthode actifs-passifs et selon la méthode du principe directionnel étendu en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Actifs : investissements directs français à l'étranger (A = B + C)	939,3	948,8	1 044,6	1 165,3	1 252,2	1 295,3	1 284,2	1 393,4	1 499,2	1 559,0	1 546,9
Capitaux propres (B)	682,7	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 115,6	1 107,8
Prêts intragroupes (C)	256,6	276,1	287,6	301,0	358,1	346,8	343,9	380,6	419,4	443,3	439,1
Passifs : investissements directs étrangers en France (D = E + F)	676,8	682,0	716,6	759,4	827,8	846,5	875,2	904,0	965,7	1 013,7	1 065,7
Capitaux propres (E)	426,1	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	617,3	666,4
Prêts intragroupes (F)	250,7	278,2	282,5	298,6	367,0	376,1	373,2	375,2	389,5	396,4	399,3
Actifs/passifs : position nette en investissements directs (G = A - D)	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	545,3	481,2
Principe directionnel : investissements directs français à l'étranger (H)	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 214,0	1 210,4
Principe directionnel : investissements directs étrangers en France (I)	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	668,7	729,2
Principe directionnel : position nette en investissements directs (J = G = H - I)	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	545,3	481,2

1. TRANSACTIONS COURANTES

1.1 Biens

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Biens	470,6	499,4	- 28,9	470,7	505,2	- 34,5	490,9	539,0	- 48,2
Marchandises	457,2	499,4	- 42,2	461,4	505,2	- 43,8	479,5	539,0	- 59,6
Données douanières	455,2	500,1	- 44,9	453,0	501,3	- 48,3	473,5	536,0	- 62,6
Corrections et ajustements	0,4	- 4,6	5,0	7,2	1,3	5,9	4,5	- 0,4	4,9
Soutage et avitaillement	1,6	3,9	- 2,3	1,1	2,6	- 1,5	1,5	3,4	- 1,9
Négoce international	13,3		13,3	9,3		9,3	11,4		11,4
Négoce (biens acquis – exportations négatives)	- 58,3		- 58,3	- 51,4		- 51,4	- 56,4		- 56,4
Négoce (biens revendus – exportations)	71,6		71,6	60,7		60,7	67,8		67,8

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.2 Ventilation géographique des échanges de marchandises

(en milliards d'euros)

	Exportations		Importations		Soldes	
	Montant en 2017	Variation 2017/2016 (en %)	Montant en 2017	Variation 2017/2016 (en %)	Montant en 2017	Variation 2017/2016 (en milliards)
Zone euro	212,6	3,4	257,0	6,0	- 44,4	- 7,6
dont : Allemagne	68,9	- 3,8	86,3	0,5	- 17,4	- 3,2
Italie	35,2	8,8	42,0	9,0	- 6,8	- 0,6
Espagne	35,7	7,2	35,0	7,8	0,6	- 0,2
Royaume-Uni	31,1	- 0,7	27,0	38,4	4,1	- 7,7
Nouveaux États membres ^{a)}	28,1	11,4	34,0	7,9	- 5,9	0,4
Amérique	49,2	1,9	47,9	- 0,5	1,3	1,2
dont : États-Unis	34,1	4,2	35,2	- 2,5	- 1,1	2,3
Asie	64,2	14,1	93,1	6,9	- 28,9	1,9
dont : Japon	6,4	1,8	9,9	5,9	- 3,6	- 0,4
Chine et Hong Kong	25,1	17,4	49,8	5,7	- 24,7	1,0
Proche et Moyen-Orient	15,4	9,0	10,3	21,3	5,1	- 0,5

a) Pays entrés dans l'Union européenne depuis 2004.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

Source : Direction générale des Douanes et Droits indirects – DGDDI (données brutes).

Calculs : Banque de France.

1.3 Ventilation géographique des échanges de services

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	121,4	128,8	- 7,3	125,8	134,0	- 8,2	131,3	138,0	- 6,7
Union économique et monétaire (à 19)	85,8	96,2	- 10,4	89,8	100,7	- 10,9	92,8	103,8	- 11,0
dont : Allemagne	23,4	28,6	- 5,2	22,6	29,1	- 6,5	26,2	33,1	- 6,9
Autriche	0,8	1,3	- 0,4	1,1	1,3	- 0,3	1,0	1,2	- 0,2
Belgique	14,0	12,9	1,2	15,6	13,3	2,3	16,1	14,0	2,1
Espagne	9,2	12,3	- 3,1	9,8	12,7	- 2,9	10,9	12,8	- 1,9
Finlande	0,6	0,4	0,1	0,6	0,5	0,1	1,1	0,6	0,5
Grèce	0,3	1,7	- 1,4	0,4	1,7	- 1,3	0,5	1,6	- 1,2
Irlande	4,1	8,2	- 4,1	5,7	8,8	- 3,1	4,7	9,3	- 4,6
Italie	11,0	10,7	0,3	10,7	10,6	0,2	11,4	10,0	1,4
Luxembourg	6,3	5,1	1,2	7,1	5,6	1,5	5,4	6,5	- 1,1
Pays-Bas	13,0	10,8	2,2	13,0	12,6	0,4	12,6	9,7	2,9
Portugal	1,9	2,7	- 0,8	1,8	3,1	- 1,3	1,6	3,2	- 1,6
Autres pays de l'Union européenne	35,6	32,6	3,0	36,0	33,3	2,7	38,5	34,2	4,3
dont : Danemark	1,9	1,5	0,4	1,8	2,0	- 0,2	1,4	1,0	0,4
Hongrie	0,5	0,8	- 0,3	0,5	0,8	- 0,3	0,5	1,1	- 0,6
Pologne	1,5	2,9	- 1,4	1,4	3,1	- 1,7	1,5	3,5	- 2,0
République tchèque	0,9	1,2	- 0,3	0,9	1,2	- 0,3	1,0	1,4	- 0,4
Roumanie	0,6	1,9	- 1,3	0,6	1,6	- 1,0	0,5	1,7	- 1,2
Royaume-Uni	26,5	20,8	5,7	27,3	21,2	6,2	29,3	22,6	6,8
Suède	2,7	2,4	0,3	2,4	2,5	- 0,1	3,0	2,3	0,6
Reste du monde	109,0	81,6	27,4	109,3	83,3	26,0	112,9	79,7	33,2
dont : Afrique du Sud	0,9	0,5	0,4	0,7	0,6	0,1	0,8	0,7	0,1
Algérie	1,6	0,8	0,8	1,7	0,7	1,0	1,6	0,7	0,9
Angola	2,5	1,2	1,3	2,7	1,8	0,8	0,8	0,2	0,6
Arabie Saoudite	1,5	0,4	1,1	1,6	0,5	1,1	1,6	0,6	0,9
Australie	1,9	0,7	1,2	1,8	0,7	1,1	2,1	0,7	1,4
Bahreïn	0,2	0,1	0,2	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Bésil	2,5	1,3	1,2	2,1	1,1	1,0	2,3	0,9	1,5
Canada	2,1	2,1	0,0	2,3	2,2	0,1	2,4	2,5	- 0,1
Chine	8,6	6,1	2,5	7,5	6,6	0,9	8,7	4,2	4,5
Corée du sud	2,1	1,1	1,0	1,8	1,3	0,5	1,7	1,5	0,2
Égypte	0,8	0,7	0,1	0,9	0,8	0,1	0,7	0,7	0,0
Émirats arabes unis	2,0	1,5	0,6	2,4	1,6	0,8	2,4	1,6	0,8
États-Unis	26,4	23,3	3,1	28,1	23,8	4,4	30,4	25,3	5,0
Hong Kong	1,1	1,1	0,0	1,2	1,5	- 0,3	1,2	1,5	- 0,3
Inde	1,8	1,7	0,1	1,5	1,8	- 0,3	1,7	2,5	- 0,7
Japon	4,1	1,8	2,2	3,4	1,7	1,7	3,9	1,8	2,1
Maroc	1,7	2,3	- 0,6	1,5	2,6	- 1,1	1,7	2,9	- 1,2
Mexique	0,9	0,6	0,3	1,5	0,7	0,7	1,2	0,7	0,5
Nigéria	0,8	0,2	0,5	0,5	0,2	0,3	0,5	0,1	0,3
Norvège	1,6	1,8	- 0,2	1,2	1,4	- 0,2	0,9	0,9	- 0,1
Qatar	0,8	0,4	0,4	0,9	0,5	0,3	0,8	0,6	0,2
Russie	2,0	1,2	0,7	3,0	1,1	1,8	4,2	0,8	3,4
Singapour	3,0	2,3	0,7	3,0	2,4	0,6	3,1	2,5	0,5
Suisse	15,7	9,0	6,7	16,6	9,2	7,4	17,4	9,4	8,0
Tunisie	0,6	1,7	- 1,2	0,6	1,2	- 0,6	0,5	1,2	- 0,6
Turquie	1,3	1,3	0,0	1,4	1,2	0,3	1,3	1,4	0,0
Total	230,5	210,4	20,1	235,0	217,3	17,8	244,2	217,7	26,4

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.4 Transports

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Maritimes	13,1	8,9	4,2	10,9	8,0	2,9	12,6	8,3	4,4
Fret	11,9	3,3	8,6	10,0	3,0	7,0	11,9	2,8	9,0
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>- 0,6</i>	<i>0,6</i>	<i>1,2</i>	<i>- 0,6</i>	<i>0,7</i>	<i>1,3</i>	<i>- 0,6</i>
Passagers	0,3	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,3	0,1	0,3
Autres frais ^{b)}	0,8	5,6	- 4,8	0,6	5,0	- 4,4	0,5	5,4	- 4,9
Aériens	11,1	12,7	- 1,6	11,1	12,8	- 1,7	11,2	13,4	- 2,2
Fret	1,3	2,1	- 0,8	1,0	1,9	- 1,0	0,8	2,0	- 1,2
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,5</i>	<i>- 0,3</i>	<i>0,3</i>	<i>0,6</i>	<i>- 0,3</i>
Passagers	6,2	6,7	- 0,5	6,4	6,9	- 0,5	6,8	7,0	- 0,1
Autres frais ^{b)}	3,6	4,0	- 0,3	3,7	4,0	- 0,3	3,6	4,5	- 0,9
Autres transports	13,5	19,0	- 5,5	14,6	20,4	- 5,7	16,0	20,2	- 4,1
Spatiaux	1,1	0,1	1,0	1,1	0,0	1,1	1,4		1,4
Ferroviaires	1,2	1,6	- 0,4	1,3	1,6	- 0,4	1,3	1,6	- 0,3
Fret	0,7	1,0	- 0,3	0,7	0,9	- 0,2	0,8	1,0	- 0,2
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>	<i>0,1</i>	<i>0,1</i>	<i>0,0</i>
Passagers	0,4	0,6	- 0,2	0,5	0,6	- 0,2	0,4	0,6	- 0,2
Autres frais ^{b)}	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Routiers	5,8	12,4	- 6,6	6,4	13,5	- 7,1	6,5	14,2	- 7,7
Fret	4,5	11,8	- 7,3	5,2	12,9	- 7,7	5,5	13,7	- 8,3
<i>dont fabisation ^{a)}</i>	<i>0,9</i>	<i>4,4</i>	<i>- 3,6</i>	<i>0,9</i>	<i>4,5</i>	<i>- 3,6</i>	<i>0,9</i>	<i>4,9</i>	<i>- 3,9</i>
Passagers	0,4	0,1	0,3	0,3	0,1	0,2	0,3	0,1	0,2
Autres frais ^{b)}	0,9	0,5	0,4	0,9	0,6	0,4	0,8	0,4	0,3
Autres	5,4	4,9	0,5	5,8	5,2	0,6	6,9	4,3	2,6
<i>dont fabisation ^{a), c)}</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>	<i>0,3</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>
Total	37,7	40,6	- 2,8	36,6	41,2	- 4,6	39,9	41,9	- 2,0

a) La fabisation correspond au montant des services de transport et d'assurance inclus dans les paiements CAF (coût, assurance et fret) de marchandises qui est retiré des échanges de marchandises et transféré sur les lignes de services correspondants.

b) Dont règlements relatifs aux affrètements, frais d'escale, redevances sur trafics. Cette rubrique ne comporte pas les frais de soutage et d'avitaillement qui sont inclus dans les biens.

c) Fabisation des transports fluviaux, oléoducs, gazoducs, etc.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

1.5 Ventilation géographique des échanges de voyages

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	28,0	21,9	6,0	26,7	22,1	4,6	29,2	22,8	6,3
Union économique et monétaire (à 19)	20,6	18,3	2,3	19,7	18,4	1,3	21,9	18,6	3,3
dont : Allemagne	4,3	2,9	1,4	3,9	2,7	1,2	5,1	3,1	2,0
Autriche	0,4	0,3	0,1	0,4	0,4	0,1	0,3	0,3	0,0
Belgique	5,3	1,9	3,4	5,6	2,0	3,6	6,5	2,1	4,4
Espagne	2,8	5,3	- 2,5	2,7	5,6	- 2,9	3,2	5,3	- 2,1
Grèce	0,1	1,2	- 1,2	0,1	1,0	- 0,9	0,1	0,8	- 0,7
Irlande	0,3	0,5	- 0,2	0,4	0,5	- 0,1	0,3	0,7	- 0,4
Italie	3,5	3,3	0,2	3,3	3,3	- 0,1	3,3	3,2	0,1
Luxembourg	0,7	1,1	- 0,3	0,7	1,0	- 0,3	0,6	1,1	- 0,5
Pays-Bas	2,3	0,5	1,9	1,7	0,5	1,2	1,9	0,7	1,2
Portugal	0,6	0,8	- 0,3	0,6	1,0	- 0,4	0,4	1,0	- 0,5
Autres pays de l'Union européenne	7,4	3,7	3,7	7,0	3,6	3,3	7,3	4,2	3,0
dont : Danemark	0,4	0,1	0,4	0,3	0,1	0,2	0,5	0,1	0,4
Roumanie	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,1	0,0
Royaume-Uni	5,7	2,6	3,0	5,6	2,6	3,0	5,8	3,1	2,6
Suède	0,6	0,1	0,5	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3
Reste du monde	24,6	13,7	10,9	22,6	14,3	8,3	24,5	13,8	10,7
dont : Algérie	0,6	0,2	0,4	0,9	0,2	0,7	0,8	0,4	0,4
Australie	1,0	0,3	0,7	0,9	0,2	0,7	1,1	0,3	0,8
Bésil	1,2	0,2	1,0	0,9	0,2	0,7	1,1	0,2	0,9
Canada	0,9	0,5	0,4	0,9	0,6	0,3	0,8	0,6	0,2
Chine	4,3	0,4	3,9	3,3	0,3	3,1	4,0	0,4	3,6
Croatie	0,0	0,3	- 0,2	0,0	0,3	- 0,2	0,0	0,3	- 0,2
Égypte	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0
États-Unis	3,9	1,7	2,3	3,8	2,1	1,7	3,6	1,9	1,7
Inde	0,4	0,2	0,1	0,3	0,2	0,0	0,4	0,3	0,0
Japon	1,7	0,2	1,5	1,0	0,3	0,7	1,2	0,3	0,9
Maroc	0,6	0,7	- 0,1	0,5	0,5	0,0	0,5	0,6	- 0,1
Mexique	0,2	0,2	0,0	0,7	0,2	0,5	0,5	0,2	0,3
Norvège	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	- 0,2	0,2	0,2	0,0
République dominicaine	0,0	0,2	- 0,2	0,0	0,3	- 0,2	0,0	0,1	- 0,1
Russie	0,8	0,3	0,5	0,6	0,3	0,3	0,7	0,2	0,5
Suisse	4,6	1,5	3,2	4,5	1,5	3,0	5,5	1,6	3,8
Thaïlande	0,1	0,2	- 0,2	0,1	0,3	- 0,2	0,1	0,3	- 0,2
Tunisie	0,2	0,2	- 0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,3	0,0
Turquie	0,3	0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,0
Vietnam	0,1	0,2	- 0,1	0,1	0,2	- 0,1	0,0	0,1	- 0,1
Total	52,6	35,6	17,0	49,3	36,4	12,9	53,7	36,7	17,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.6 Ventilation géographique des échanges de services hors transports et hors voyages

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Union européenne (à 28)	74,5	82,3	- 7,8	79,4	86,1	- 6,7	81,2	89,3	- 8,1
Union économique et monétaire (à 19)	51,8	59,8	- 8,1	56,0	63,3	- 7,2	56,1	65,6	- 9,6
dont : Allemagne	14,8	21,1	- 6,2	14,3	21,6	- 7,3	16,6	24,9	- 8,3
Autriche	0,3	0,7	- 0,4	0,5	0,6	- 0,1	0,6	0,6	0,1
Belgique	7,1	8,4	- 1,3	8,1	8,7	- 0,6	7,7	9,2	- 1,4
Espagne	5,1	3,7	1,4	5,8	3,8	2,0	6,1	4,0	2,1
Finlande	0,4	0,3	0,1	0,4	0,3	0,1	0,8	0,4	0,5
Grèce	0,2	0,1	0,1	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,5	- 0,2
Irlande	3,7	7,0	- 3,4	5,2	7,6	- 2,4	4,3	7,9	- 3,6
Italie	5,6	5,6	0,0	5,5	5,4	0,1	6,1	5,1	1,0
Luxembourg	4,5	3,4	1,2	5,3	3,7	1,7	3,7	4,5	- 0,7
Pays-Bas	8,3	7,9	0,5	8,9	9,4	- 0,5	8,2	6,5	1,7
Portugal	1,2	1,3	- 0,1	1,0	1,5	- 0,5	0,9	1,5	- 0,6
Autres pays de l'Union européenne	22,7	22,5	0,2	23,4	22,8	0,6	25,1	23,6	1,5
dont : Danemark	1,3	0,9	0,4	1,3	1,2	0,2	0,7	0,4	0,3
Hongrie	0,3	0,4	- 0,1	0,3	0,4	- 0,1	0,4	0,6	- 0,3
Pologne	1,0	1,1	- 0,1	1,0	1,1	- 0,1	1,1	1,5	- 0,4
République tchèque	0,8	0,7	0,1	0,7	0,7	0,1	0,8	0,8	0,0
Roumanie	0,4	1,3	- 0,9	0,3	1,0	- 0,7	0,3	1,1	- 0,8
Royaume-Uni	16,2	15,6	0,6	17,1	16,0	1,1	18,6	17,0	1,5
Suède	1,9	2,0	- 0,1	1,8	2,0	- 0,3	2,0	1,9	0,1
Reste du monde	65,7	51,9	13,8	69,8	53,6	16,1	69,4	49,9	19,4
dont : Afrique du Sud	0,6	0,2	0,4	0,5	0,3	0,2	0,6	0,2	0,3
Algérie	0,5	0,3	0,2	0,5	0,3	0,3	0,5	0,1	0,4
Angola	2,2	1,1	1,1	2,6	1,7	0,8	0,7	0,1	0,5
Arabie Saoudite	1,2	0,2	0,9	1,3	0,4	0,9	1,3	0,5	0,8
Australie	0,6	0,3	0,3	0,7	0,4	0,3	0,8	0,3	0,6
Bahreïn	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Brésil	1,1	0,9	0,1	0,9	0,7	0,2	0,9	0,5	0,5
Canada	0,8	1,1	- 0,2	1,1	1,0	0,1	1,2	1,1	0,1
Chine	2,6	3,9	- 1,3	2,6	4,7	- 2,1	2,8	2,2	0,6
Corée du sud	1,5	0,9	0,6	1,3	1,1	0,2	1,0	1,3	- 0,3
Égypte	0,6	0,3	0,3	0,7	0,4	0,3	0,6	0,3	0,4
Émirats arabes unis	1,5	0,9	0,6	1,8	1,0	0,8	1,8	0,9	0,9
États-Unis	17,4	17,9	- 0,5	19,7	18,3	1,4	21,0	19,8	1,2
Hong Kong	0,6	0,8	- 0,1	0,9	1,3	- 0,4	0,9	1,3	- 0,4
Inde	0,9	1,2	- 0,3	0,7	1,3	- 0,5	0,9	1,8	- 1,0
Japon	2,0	1,4	0,6	2,0	1,1	0,9	2,3	1,2	1,0
Maroc	0,8	1,2	- 0,3	0,8	1,6	- 0,8	0,9	1,9	- 1,0
Mexique	0,6	0,2	0,4	0,6	0,3	0,3	0,5	0,3	0,3
Nigéria	0,7	0,1	0,6	0,4	0,1	0,3	0,4	0,1	0,3
Norvège	1,2	1,5	- 0,2	0,9	0,9	0,0	0,5	0,6	- 0,1
Qatar	0,7	0,3	0,5	0,8	0,3	0,4	0,7	0,4	0,4
Russie	0,8	0,7	0,1	2,0	0,6	1,4	3,0	0,3	2,7
Singapour	2,7	1,4	1,2	2,6	1,5	1,1	2,8	1,4	1,4
Suisse	9,7	6,4	3,3	10,7	6,9	3,8	10,5	7,0	3,5
Tunisie	0,3	1,3	- 1,0	0,2	0,9	- 0,6	0,1	0,7	- 0,6
Turquie	0,7	0,4	0,3	1,1	0,5	0,6	0,9	0,6	0,3
Total	140,1	134,2	6,0	149,2	139,7	9,5	150,5	139,2	11,4

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

1.7 Autres services

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	7,9	7,8	0,1	7,3	7,0	0,3	7,8	7,6	0,2
Services d'entretien et de réparation n.i.a	6,5	6,1	0,4	7,2	6,8	0,4	7,9	7,4	0,6
Construction	3,6	2,5	1,1	3,3	2,2	1,1	4,9	3,1	1,8
Services d'assurance et de pension	3,8	5,6	- 1,8	8,0	8,2	- 0,1	7,0	9,2	- 2,2
Services financiers	10,6	5,7	4,9	11,2	5,6	5,5	10,7	6,0	4,7
<i>Services explicitement facturés et autres services financiers</i>	6,5	4,5	2,0	7,0	4,4	2,5	6,8	4,6	2,2
<i>Services d'intermédiation financière indirectement mesurée</i>	4,1	1,3	2,8	4,2	1,2	3,0	3,9	1,4	2,4
Commissions pour usage de propriété intellectuelle n.i.a.	13,7	14,1	- 0,4	14,0	13,3	0,7	14,6	13,2	1,4
Services de télécommunication, d'informatique et d'information	15,5	16,1	- 0,6	15,7	16,9	- 1,2	16,3	16,4	- 0,2
Autres services aux entreprises	74,6	73,1	1,5	78,3	76,3	2,0	76,0	72,7	3,4
<i>Services de recherche et développement</i>	11,4	13,1	- 1,7	11,7	13,2	- 1,5	11,4	11,5	- 0,1
<i>Services professionnels et services de conseil en gestion</i>	17,4	17,1	0,3	19,8	19,3	0,5	21,7	21,5	0,2
<i>Services techniques, services liés au commerce et autres services fournis aux entreprises</i>	45,8	42,9	2,9	46,8	43,8	3,0	43,0	39,7	3,3
Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,2	3,1	0,1	3,6	3,4	0,2	4,3	3,6	0,7
Biens et services des APU n.i.a.	0,7	0,0	0,7	0,7	0,0	0,7	1,1	0,0	1,0

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.
n. i. a. : non inclus par ailleurs ; APU : administrations publiques.

1.8 Revenus primaires

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Rémunérations des salariés	21,2	1,5	19,7	21,3	1,4	19,9	21,6	1,3	20,2
Revenus des investissements	127,9	108,2	19,7	125,2	102,9	22,2	132,7	104,0	28,8
Revenus d'investissements directs	63,4	24,3	39,1	63,5	25,3	38,3	69,3	26,1	43,3
<i>Dividendes</i>	56,5	14,8	41,8	46,8	14,7	32,1	53,2	17,9	35,3
<i>Bénéfices réinvestis</i>	4,9	7,1	- 2,2	14,2	7,9	6,3	13,1	6,5	6,6
<i>Intérêts sur prêts et emprunts entre affiliés</i>	2,0	2,4	- 0,4	2,6	2,7	- 0,1	3,0	1,7	1,4
Revenus d'investissements de portefeuille	53,3	71,9	- 18,7	49,6	65,3	- 15,7	46,9	62,1	- 15,2
<i>dont revenus des actions et des OPC^{a)}</i>	13,4	21,9	- 8,4	12,4	19,9	- 7,5	13,7	20,6	- 6,9
Revenus des autres investissements	10,7	12,0	- 1,3	11,4	12,4	- 0,9	15,8	15,8	0,0
<i>Revenus de titres de participation et de parts de fonds de placement</i>	0,2	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,3
<i>Intérêts</i>	10,2	11,2	- 1,0	10,9	11,8	- 0,9	15,0	15,1	- 0,1
<i>Revenus attribués aux assurés</i>	0,2	0,8	- 0,5	0,3	0,6	- 0,3	0,5	0,7	- 0,2
Revenus des avoirs de réserve	0,5	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,6	0,0	0,6
Autres revenus primaires	8,6	2,3	6,3	8,4	3,7	4,7	7,4	3,9	3,5
Total	157,6	111,9	45,7	154,8	108,0	46,8	161,7	109,2	52,5

a) Organismes de placement collectif.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total des composantes.

1.9 Ventilation géographique des revenus d'investissements directs français à l'étranger (recettes) et étrangers en France (dépenses), selon le premier pays de contrepartie

(en milliards d'euros)

1. TRANSACTIONS
COURANTES

	Recettes					Dépenses				
	2014	2015	2016	2017 ^{a)}	2017 (en %)	2014	2015	2016	2017 ^{a)}	2017 (en %)
Union européenne (à 28)	31,4	34,8	36,9	39,1	56,4	14,8	18,5	20,3	20,4	78,2
Union économique et monétaire (à 19)	22,6	24,9	27,8	29,5	42,6	12,5	15,6	16,2	15,8	60,5
dont : Allemagne	3,5	3,8	4,8	4,9	7,1	1,9	2,0	1,8	2,0	7,7
Belgique	5,8	5,9	6,5	7,3	10,5	1,1	2,8	2,8	2,9	11,1
Espagne	2,1	2,3	2,8	2,7	3,9	0,7	0,9	1,0	1,0	3,8
Irlande	0,3	0,5	0,4	0,4	0,6	0,0	0,1	0,1	0,1	0,4
Italie	1,4	1,8	1,4	1,4	2,0	0,4	0,2	0,1	0,2	0,8
Luxembourg	1,4	2,1	3,3	3,3	4,8	0,3	0,6	0,7	0,8	3,1
Pays-Bas	2,0	1,9	2,2	2,3	3,3	2,6	3,4	3,7	3,0	11,5
Portugal	5,7	6,0	5,6	6,3	9,1	5,3	5,3	5,3	5,3	20,3
Autres pays de l'Union européenne	8,8	9,8	9,1	9,6	13,9	2,3	3,0	4,2	4,6	17,6
dont : Pologne	1,0	1,1	0,8	0,9	1,3	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 0,4
République tchèque	0,9	1,0	0,9	1,0	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Roumanie	0,3	0,4	0,5	0,5	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Royaume-Uni	5,5	5,0	5,4	5,7	8,2	2,0	2,4	3,7	4,1	15,7
Suède	0,3	0,2	0,3	0,5	0,7	0,2	0,3	0,3	0,3	1,1
Reste du monde	27,9	28,6	26,6	30,3	43,7	3,9	5,7	4,9	5,6	21,5
dont : Brésil	1,0	0,2	0,9	0,9	1,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	- 0,1	0,3	0,9	1,0	1,4	0,0	0,1	0,0	0,1	0,4
Chine	1,6	2,5	0,9	1,1	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis	4,1	8,2	5,3	7,7	11,1	1,7	2,7	1,8	1,9	7,3
Hong Kong	1,5	1,3	1,0	1,3	1,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,6
Inde	0,1	0,4	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Indonésie	0,7	0,5	0,3	0,3	0,4	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0
Japon	2,5	1,8	3,2	3,1	4,5	0,4	0,5	0,4	0,4	1,5
Maroc	0,4	0,6	0,4	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Norvège	1,5	0,7	0,6	0,6	0,9	0,1	0,2	0,1	0,1	0,4
Russie	0,3	0,0	1,0	1,0	1,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Singapour	1,5	1,4	0,2	0,4	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	3,6	4,1	4,9	5,1	7,4	1,5	2,2	2,5	2,8	10,7
Turquie	0,3	0,3	0,2	0,2	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total	59,2	63,4	63,5	69,3	100,0	18,7	24,3	25,3	26,1	100,0

a) Pour l'année 2017, les intérêts sont issus de données collectées auprès des entreprises, tandis que les dividendes et bénéfices réinvestis sont estimés.
Notes : voir « Définition des zones géographiques » dans la partie méthodologie à la fin du présent Rapport.
Les revenus d'investissements directs comprennent aussi les intérêts sur prêts et emprunts intragroupes, calculés selon la règle du principe directionnel étendu.

1.10 Revenus secondaires

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes	Recettes	Dépenses	Soldes
Revenus secondaires des administrations publiques	6,6	34,8	- 28,3	5,5	36,0	- 30,5	5,5	33,1	- 27,6
Prestations sociales	0,0	7,4	- 7,4	0,0	7,3	- 7,3	0,0	7,4	- 7,4
Coopération internationale	2,0	7,4	- 5,4	1,8	7,8	- 6,0	1,5	7,1	- 5,6
dont frais de fonctionnement des organisations internationales	0,0	0,9	- 0,9	0,0	0,9	- 0,9	0,0	0,9	- 0,9
Ressources propres des institutions de l'Union européenne	0,0	19,4	- 19,4	0,0	20,4	- 20,4	0,0	17,9	- 17,9
Autres transferts des APU ^{a)}	4,5	0,7	3,8	3,7	0,5	3,2	4,0	0,7	3,3
Revenus secondaires des autres secteurs	20,1	36,9	- 16,7	20,5	36,8	- 16,3	22,1	38,4	- 16,3
dont transferts courants divers	5,4	18,7	- 13,3	5,4	19,1	- 13,7	5,8	18,9	- 13,1
dont envois de fonds des travailleurs	0,5	10,1	- 9,5	0,5	10,6	- 10,2	0,5	10,6	- 10,1
Total	26,7	71,7	- 45,0	26,0	72,8	- 46,8	27,6	71,5	- 43,9

a) Administrations publiques.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2. FLUX D'INVESTISSEMENTS DIRECTS

2.1 Flux d'investissements directs français à l'étranger présentés selon la règle du principe directionnel étendu ^{a)} Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs français à l'étranger (IDFE)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{b)}
2008	44,8	70,5	61,0	8,4	1,2
2009	50,5	72,6	40,3	9,6	22,7
2010	25,9	36,4	28,6	19,7	- 11,9
2011	14,2	37,0	28,4	8,0	0,7
2012	15,1	27,6	40,5	10,8	- 23,7
2013	- 10,5	15,3	3,3	8,5	3,5
2014	35,5	37,5	21,0	7,6	8,9
2015	7,1	48,0	18,0	4,9	25,1
2016	25,4	57,2	34,3	14,2	8,6
2017	7,4	51,6	26,0	13,1	12,5

a) Les chiffres sont affectés d'un signe correspondant à la méthodologie du 6^e manuel de balance des paiements : les augmentations d'actifs et de passifs sont signées positivement, tandis que les réductions d'actifs comme de passifs sont signées négativement. En d'autres termes, un investissement français à l'étranger est affecté d'un signe positif car il conduit à une augmentation des avoirs français ; un désinvestissement français à l'étranger est affecté d'un signe négatif car il conduit à une diminution des avoirs français. Les soldes sont présentés en termes de variation de la position extérieure nette : une augmentation de la position extérieure nette est signée positivement.

b) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des écarts d'arrondis, un agrégat peut ne pas être exactement égal au total de ses composantes.

2.2 Flux d'investissements directs étrangers en France présentés selon la règle du principe directionnel étendu Ventilation par type d'opérations

(en milliards d'euros)

Années	Solde net des investissements directs entre la France et l'étranger	Investissements directs étrangers en France (IDEF)	Capital social y compris investissements immobiliers	Bénéfices réinvestis	Autres opérations (prêts intragroupe) ^{a)}
2008	44,8	25,7	15,0	1,8	8,8
2009	50,5	22,1	14,5	- 2,3	10,0
2010	25,9	10,5	11,5	6,3	- 7,4
2011	14,2	22,8	21,2	- 1,6	3,1
2012	15,1	12,5	10,7	6,2	- 4,5
2013	- 10,5	25,8	20,0	6,6	- 0,8
2014	35,5	2,0	9,4	5,1	- 12,4
2015	7,1	40,9	27,8	7,1	6,0
2016	25,4	31,8	27,2	7,9	- 3,3
2017	7,4	44,2	28,9	6,5	8,7

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

2.3 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie
des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017
Union européenne (à 28)	21,7	33,2	31,9	33,4
Union économique et monétaire (à 19)	11,6	23,5	32,5	22,5
dont :				
Allemagne	- 0,4	3,1	9,3	8,7
Belgique	- 3,0	- 1,7	9,2	- 10,3
Espagne	- 0,7	3,3	4,2	0,5
Irlande	1,9	2,7	- 2,1	3,1
Italie	2,1	6,7	12,5	3,5
Luxembourg	- 2,6	3,4	- 3,9	10,1
Pays-Bas	13,6	3,6	4,0	4,8
Autres pays de l'Union européenne	10,1	9,7	- 0,6	10,9
dont :				
Pologne	1,6	1,3	0,5	- 0,5
République tchèque	0,3	0,2	0,4	0,2
Roumanie	0,1	0,2	0,1	0,1
Royaume-Uni	8,7	6,6	- 1,6	7,1
Suède	- 0,3	- 0,1	- 0,3	4,1
Reste du monde	15,8	14,8	25,3	18,2
dont :				
Angola	- 0,2	2,8	- 0,5	0,0
Australie	1,0	0,1	- 0,7	- 0,3
Bahamas	- 0,9	0,6	0,0	0,0
Bermudes	- 2,0	- 0,1	1,0	0,3
Brésil	3,9	- 5,3	2,0	2,0
Canada	0,8	0,2	0,4	3,4
Chine	1,5	0,7	0,3	- 0,9
Égypte	0,4	- 0,2	0,2	0,5
Émirats arabes unis	- 0,4	- 0,5	0,4	1,2
États-Unis	8,5	7,2	15,4	14,3
Hong Kong	0,1	1,6	- 2,0	- 1,6
Îles Vierges britanniques	- 0,1	- 0,3	- 0,2	- 0,2
Inde	0,8	1,0	- 0,8	0,2
Japon	1,5	0,0	1,6	2,1
Kazakhstan	- 0,4	1,4	- 0,1	- 0,1
Maroc	- 3,7	0,8	0,5	- 0,1
Nigéria	0,7	- 0,3	0,2	- 0,2
Norvège	1,1	0,0	- 0,4	- 0,1
Qatar	0,1	- 0,4	0,0	- 1,5
Russie	0,9	0,8	3,4	0,4
Singapour	1,0	0,6	0,1	- 0,5
Suisse	- 3,9	- 0,5	2,8	- 0,6
Turquie	0,2	0,5	- 0,4	0,1
Total	37,5	48,0	57,2	51,6

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.
Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.4 Répartition géographique selon le premier pays de contrepartie des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017
Union européenne (à 28)	7,1	21,4	29,5	30,7
Union économique et monétaire (à 19)	1,1	7,6	27,0	12,1
dont :				
Allemagne	- 1,8	5,4	5,3	- 0,4
Belgique	- 0,4	3,7	- 3,9	0,0
Espagne	- 4,7	1,9	0,5	3,4
Finlande	0,3	- 0,2	12,4	3,4
Irlande	5,1	- 1,6	- 0,5	0,9
Italie	0,0	1,2	3,4	1,0
Luxembourg	5,4	2,2	11,0	- 4,1
Pays-Bas	- 2,1	- 6,0	- 1,5	7,4
Autres pays de l'Union européenne	5,9	13,8	2,4	18,6
dont :				
Danemark	- 0,5	0,4	0,2	0,1
Pologne	- 0,1	- 0,7	- 0,7	0,6
République tchèque	- 0,4	- 0,2	0,1	0,1
Roumanie	- 0,1	0,0	- 0,2	0,0
Royaume-Uni	7,3	13,2	1,9	17,8
Suède	- 0,3	1,1	1,1	0,1
Reste du monde	- 5,1	19,5	2,3	13,5
dont :				
Bermudes	- 0,1	0,0	- 0,1	0,0
Brésil	0,0	0,1	0,0	0,1
Canada	0,0	- 0,5	0,4	1,0
Chine	- 0,1	0,6	0,2	- 0,4
Émirats arabes unis	- 4,4	0,7	- 0,5	- 0,1
États-Unis	1,0	- 6,1	- 5,1	7,1
Hong Kong	1,0	0,0	1,5	0,9
Inde	- 0,1	0,1	- 0,1	0,0
Japon	0,4	0,1	1,0	0,7
Jersey	0,0	0,2	- 0,1	0,1
Liban	0,2	1,0	- 0,1	0,0
Qatar	- 0,1	0,7	1,6	0,1
Russie	0,3	0,1	0,1	0,3
Suisse	- 4,5	20,2	2,3	1,7
Singapour	- 0,9	0,3	0,1	- 0,2
Turquie	- 0,1	0,2	- 0,1	0,0
Total	2,0	40,9	31,8	44,2

a) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

2.5 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs français à l'étranger ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,1	- 0,1	0,1
Industries extractives	- 3,0	11,1	4,2	1,4
dont : Extraction de pétrole et de gaz	- 3,4	10,1	3,5	0,4
Industries manufacturières	14,4	- 3,9	15,4	6,9
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 4,4	2,2	3,2	8,6
Industrie du textile et habillement	1,6	- 0,4	0,8	- 3,2
Industrie du bois, édition et imprimerie	0,0	0,2	0,0	0,0
Cokéfaction et raffinage	0,1	- 0,9	1,0	- 1,7
Industrie chimique	- 0,6	5,1	5,6	- 0,1
Industrie pharmaceutique	3,0	- 3,4	- 0,4	- 5,5
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	- 0,2	- 0,7	0,1	- 0,5
Industries métallurgiques	- 0,7	- 0,8	3,3	2,2
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	0,1	- 1,4	3,6	6,3
Fabrication de machines et équipements	0,5	- 0,1	0,1	- 0,2
Industrie automobile	0,8	0,9	1,6	3,7
Fabrication d'autres matériels de transport	5,8	2,6	- 1,6	- 0,2
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	4,9	1,6	2,5	- 3,2
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	- 2,4	1,1	0,0	0,2
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	- 2,0	1,3	0,0	0,2
Construction	1,6	- 0,9	- 1,6	0,2
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	2,4	4,0	5,4	2,6
dont : Commerce de gros	1,3	1,7	0,8	1,6
Commerce de détail	0,4	2,1	3,2	0,5
Transports et entreposage	- 0,3	1,6	- 0,4	0,8
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 1,2	1,1	- 0,5	0,0
Transports par eau	0,2	- 0,1	- 0,9	0,2
Transports aériens	0,2	- 0,1	0,6	0,6
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,5	0,7	0,4	- 0,1
Hébergement et restauration	0,5	0,2	2,4	5,2
Information et communication	2,3	2,7	- 0,2	1,8
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 0,5	- 2,7	1,9	- 0,7
Télécommunications	- 0,4	1,4	- 2,9	0,4
Activités financières et d'assurance	6,5	11,6	20,3	14,8
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	1,6	7,5	17,6	- 5,1
dont activités des sociétés <i>holding</i>	1,8	2,5	0,7	2,5
Assurance	2,3	0,4	1,4	2,5
Activités immobilières ^{b)}	4,0	11,9	3,5	4,7
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2,6	3,8	1,2	8,8
dont : Activités juridiques et comptables	0,0	- 0,1	0,1	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	2,4	- 0,7	2,0	3,2
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	- 1,4	3,8	0,5	3,1
Recherche-développement scientifique	0,1	- 0,1	0,0	0,1
Publicité et études de marché	1,6	0,9	1,2	2,0
Activités de services administratifs et de soutien	- 0,7	3,6	0,2	1,9
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0
Santé humaine et action sociale	0,4	1,1	- 0,1	0,3
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,1	0,0	0,0	- 0,1
Montants non ventilés	4,6	- 1,4	4,2	5,2
Total	37,5	48,0	57,2	51,6

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements à l'étranger d'entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu à l'étranger.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.6 Répartition sectorielle des flux d'investissements directs étrangers en France ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017
Agriculture, sylviculture et pêche	0,0	0,0	0,1	0,1
Industries extractives	0,4	- 0,3	0,3	0,2
dont : Extraction de pétrole et de gaz	0,4	- 0,2	0,2	0,3
Industries manufacturières	- 0,6	- 3,8	8,8	21,4
dont : Industries agricoles et alimentaires	- 1,8	- 0,5	- 3,7	7,1
Industrie du textile et habillement	0,4	0,8	0,0	- 0,5
Industrie du bois, édition et imprimerie	1,0	- 0,8	0,5	0,4
Cokéfaction et raffinage	0,2	- 0,4	- 0,1	4,2
Industrie chimique	- 5,7	0,6	0,7	4,4
Industrie pharmaceutique	0,6	2,4	- 0,1	0,8
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	0,0	0,4	0,1	0,2
Industries métallurgiques	- 0,2	2,1	- 0,6	1,5
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	0,9	- 0,4	13,0	5,7
Fabrication de machines et équipements	0,2	0,3	- 0,1	- 0,2
Industrie automobile	1,4	0,0	0,4	0,1
Fabrication d'autres matériels de transport	3,7	- 0,9	0,1	- 2,7
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	- 0,4	0,7	1,1	- 0,5
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,0	0,0	0,0	- 0,3
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	0,0	15,3	1,4	0,5
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	1,5	2,1	0,6	3,5
dont : Commerce de gros	0,6	- 0,4	0,2	1,4
Commerce de détail	1,7	2,5	0,3	1,4
Transports et entreposage	- 2,0	1,9	1,3	2,6
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 2,7	- 0,1	0,0	2,2
Transports par eau	0,1	0,8	- 0,3	0,4
Transports aériens	0,0	0,0	- 0,1	0,7
Entreposage et services auxiliaires des transports	0,4	1,3	1,5	- 0,7
Hébergement et restauration	- 0,3	- 0,5	2,4	- 0,8
Information et communication	0,6	1,9	0,8	1,2
dont : Cinéma, vidéo et télévision	- 0,4	0,1	0,2	- 0,1
Télécommunications	0,0	0,1	- 0,4	- 0,4
Activités financières et d'assurance	10,7	12,2	- 9,8	4,1
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	- 0,4	6,2	0,5	- 3,0
dont activités des sociétés holding	6,8	4,1	- 4,3	2,2
Assurance	1,2	2,2	- 0,4	1,3
Activités immobilières ^{b)}	4,6	7,7	6,3	7,8
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	- 0,1	- 1,6	3,5	0,0
dont : Activités juridiques et comptables	0,2	0,0	- 0,6	0,2
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	- 0,8	- 1,4	3,3	- 1,3
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	0,1	- 1,0	0,2	1,3
Recherche-développement scientifique	0,0	0,8	0,3	- 0,2
Publicité et études de marché	0,2	0,2	0,1	0,1
Activités de services administratifs et de soutien	- 2,9	- 0,1	1,5	0,2
Enseignement	0,0	0,0	0,3	0,5
Santé humaine et action sociale	0,1	- 0,7	0,5	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	- 0,3	0,2	0,3
Autres activités de services	0,0	0,0	0,0	0,0
Montants non ventilés	- 9,6	6,2	12,5	3,2
Total	2,0	40,9	31,8	44,2

a) La ventilation sectorielle des flux d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Cette ligne comprend à la fois les investissements étrangers dans le secteur immobilier et les achats nets de biens immobiliers stricto sensu par des investisseurs non résidents.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

2.7 Investissements directs français à l'étranger
Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2017,
classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur résident	Entreprise investie (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Altrad	Cape	Royaume-Uni	Acquisition de la société
Amundi Asset Management	Pioneer Investments	Italie	Acquisition de la société de gestion d'actifs, filiale d'Unicredit
Amundi Immobilier	The Atrium	Pays-Bas	Acquisition d'un complexe de bureaux à Amsterdam
Ardian	SLV	Allemagne	Acquisition de la société auprès du fonds Cinven
BNP Paribas Cardif	Cargeas Assicurazioni	Italie	Acquisition de l'assureur italien
Bonduelle	Ready Pac Foods	États-Unis	Acquisition de la société
Crédit Agricole	Cesena, Carismi et Banca Carim	Italie	Acquisition de trois caisses d'épargne <i>via</i> la filiale Cariparma
Danone	WhiteWave Foods	États-Unis	Acquisition du groupe américain
EDF Invest	Central Sicaf	Italie	Achat d'un portefeuille d'actifs de bureaux
Elis	Berendsen	Royaume-Uni	Acquisition de la société cotée à Londres
Elis	Lavebras	Brésil	Acquisition de la société
Fayat	Dynapac	Suède	Acquisition de la société
Foncière des Murs	Trade Center Hotel	Espagne	Acquisition des actifs
Foncière des Murs	Bardiomar	Espagne	Acquisition de 50 % de la société
HomeVi	SARquavitae	Espagne	Acquisition des maisons de retraites espagnoles
InfraVia Capital	Save	Italie	Prise de contrôle (aux côtés de la Deutsche Bank) du gestionnaire de l'aéroport de Venise
Ipsen	Merrimack Pharmaceuticals (actifs en oncologie)	États-Unis	Acquisition d'actifs en oncologie
Lactalis	Parmalat	Italie	Acquisition de titres <i>via</i> une OPA ; Lactalis détient 89,6 % du capital de la société italienne
Lactalis	Stonyfield Farm	États-Unis	Acquisition de la société cédée par Danone
Legrand	Milestone	États-Unis	Acquisition de la société
L'Oréal	CeraVe, AcneFree et Ambi	États-Unis	Acquisition de trois marques de soins
Loxam	Lavendon Group	Royaume-Uni	Acquisition de la société cotée à Londres
LVMH	Rimowa	Allemagne	Acquisition de la société
Peugeot SA	« Opel Vauxhall »	« Allemagne Royaume-Uni »	Acquisition des sociétés automobiles, y compris les activités financières
Rubis Energie	Galana	Madagascar	Acquisition de la société
Saint-Gobain	Glava	Norvège	Acquisition de la société
Sanofi	Boehringer Ingelheim (actifs santé grand public)	Allemagne	Échange d'actifs avec le groupe pharmaceutique allemand : les actifs santé grand public sont acquis tandis que l'activité santé animale Meril est cédée
SPIE SA	SAG	Allemagne	Acquisition de la société
Suez	GE Water	États-Unis	Acquisition des actifs auprès du groupe General Electric
Vinci Energies	Infratek	Norvège	Acquisition de la société
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur résident	Entreprise désinvestie (et pays de résidence si différent du pays de provenance immédiate des fonds désinvestis)	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
Crédit Agricole	Banque Saudi Fransi	Arabie Saoudite	Cession de 16,2 % de participation au prince Al-Walid
EDF	Demasz	Hongrie	Vente de sa filiale hongroise à l'opérateur local Enksz
EDF	EDF Polska	Pologne	Cession des activités polonaises au groupe local PGE
L'Oréal	The Body Shop International	Royaume-Uni	Cession de la filiale anglaise
Société Générale	Splitska Banka	Croatie	L'établissement bancaire français se sépare de sa filiale croate au profit de la banque hongroise OTP Bank
Technip	Filiales étrangères	Plusieurs pays	Dans le cadre de la fusion-réunion avec FMC Technologies (US), les filiales du groupe sont détenues par Technip-FMC (UK)
Total	Atotech	Pays-Bas	Cession de la société à l'américain Carlyle

2.8 Investissements directs étrangers en France

Principales opérations annoncées dans la presse et réalisées en 2017, classées par ordre alphabétique de l'entreprise résidente

1. Constitutions			
Groupe investisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise résidente investie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
« Delta Airlines China Eastern Airlines »	Air France-KLM	« États-Unis Chine »	Accès au capital de la compagnie française à hauteur de 10 % pour chaque actionnaire
Intermediate Capital Group	DomusVi	Royaume-Uni	Rachat de la participation du fonds français PAI Partners
Walt Disney Cie.	EuroDisney	États-Unis	OPA et sortie de cote finalisées sur le titre EuroDisney
Ceconomy	Fnac-Darty	Allemagne	Rachat de la participation de la famille Pinault (24,3 %)
Mitsubishi Heavy Industries	Framatome (ex New-NP - Groupe Orano, ex Areva)	Japon	Accès au capital pour près de 20 % aux côtés d'EDF
Bunzl	Hedis	Royaume-Uni	Acquisition de la société
Ecolab	Laboratoires Anios	États-Unis	Acquisition du laboratoire lillois
Boehringer Ingelheim	Merial	Allemagne	Acquisition des actifs santé animale auprès de Sanofi
Advent	Morpho	États-Unis	Le fonds américain rachète la division Identité et Sécurité de Safran
IDG Capital Partners	Olympique Lyonnais	Chine	Le fonds d'investissement chinois monte à 20 % du capital du club de football
Cevian (Suède)	Rexel	Malte	le fonds activiste américain monte à plus de 15 % du capital de la société française cotée
Abertis	Sanef	Espagne	Acquisition des sociétés d'autoroutes Sanef
Altice	SFR Group	Pays-Bas	Acquisition complémentaire d'actions pour sortir de cote la société
Caisse des dépôts et placements du Québec	Suez Water	Canada	Prise de participation pour l'acquisition de GE Water (US)
Technip-FMC	Technip	Royaume-Uni	Fusion-réunion entre Technip et FMC Technologies (US)
Snapchat	Zenly	États-Unis	Acquisition de la start-up française
2. Liquidations			
Groupe désinvestisseur étranger (et pays de résidence si différent du pays de contrepartie immédiate)	Entreprise désinvestie	Pays de contrepartie immédiate	Commentaires
État belge	BNP Paribas	Belgique	Cession de 2,5 % de sa participation dans le groupe bancaire
Colony Capital	Carrefour	Luxembourg	Cession des titres détenus par les actionnaires luxembourgeois
Lone Star	Heart of la Defense	États-Unis	Cession à des actionnaires français
Mondelez	Kraft Foods	États-Unis	Cession de plusieurs marques dont Carambar
Clayax Acquisition Lux	SPIE SA	Luxembourg	Cession de l'intégralité des actions détenues par le véhicule commun des fonds Ardian et CD&R

3. FLUX D'INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

3.1 Ventilation géographique et par nature de titres des flux d'investissements de portefeuille en fonction du pays de résidence de l'émetteur

(en milliards d'euros)

	2016				2017			
	Actions et titres d'OPC ^{a)}	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total
Union européenne (à 28)	16,7	- 6,6	26,4	36,5	38,9	- 38,2	6,2	6,9
Union économique et monétaire (à 19)	16,3	- 10,4	24,4	30,4	28,9	- 26,4	- 9,2	- 6,7
dont : Allemagne	- 0,7	- 11,1	- 2,3	- 14,1	- 4	- 15,6	- 4,6	- 24,2
Autriche	0	- 3,3	- 0,1	- 3,4	0,3	- 2,3	0,1	- 1,9
Belgique	0,2	- 7	1,9	- 4,9	0	- 10,3	0,6	- 9,7
Espagne	- 0,5	- 2	2,3	- 0,2	5,3	5,2	- 9,4	1,1
Finlande	4,3	0,4	0	4,7	0	0,2	0	0,2
Grèce	- 0,1	- 0,3	- 0,1	- 0,5	- 0,1	- 0,9	0,4	- 0,6
Irlande	1,5	- 2,6	2	0,9	8,3	- 3,6	3,9	8,5
Italie	- 1,5	- 4,4	3,5	- 2,4	1,5	- 10,3	2,6	- 6,2
Luxembourg	12	15,9	2,5	30,4	20	12,5	3,9	36,4
Pays-Bas	1,2	- 5,5	13,9	9,7	- 2,7	- 2,9	- 5,4	- 10,9
Portugal	- 0,2	- 2,4	0,9	- 1,7	0	0,1	- 1,4	- 1,3
Autres pays de l'Union européenne (à 28)	0,4	3,8	2	6,2	10	- 11,8	15,4	13,6
dont : Royaume-Uni	- 0,1	2,1	1,2	3,2	9,6	- 8	12,9	14,6
Suède	0,4	2	0,1	2,5	0,1	1,3	3,3	4,7
Reste du monde	5,6	28,7	- 29,4	4,9	3,7	21,8	15,4	41
dont : Bermudes	0,1	- 0,1	0,1	0,1	0	0	- 0,2	- 0,2
Brésil	0,9	- 0,8	0	0,2	0	- 0,3	0	- 0,3
Chine	2,7	0,5	- 0,6	2,6	- 3,1	0,2	- 0,1	- 3
Corée du Sud	1,3	- 0,3	0	1	- 0,7	0,2	0,1	- 0,4
États-Unis	- 5,1	13,4	0,7	9	9,1	3,9	- 1	12
Îles Cayman	- 0,8	0,3	0	- 0,5	- 0,6	- 0,6	0	- 1,2
Inde	0,2	0	0	0,2	4,4	0,2	0	4,5
Japon	1,5	14,3	- 30,3	- 14,5	- 7,2	16,5	13,3	22,6
Jersey	- 0,5	- 0,9	- 0,1	- 1,6	- 0,5	- 0,3	0,1	- 0,8
Russie	- 0,1	0,1	0	- 0,1	0,1	0,1	0	0,3
Suisse	- 0,2	0,1	0	- 0,1	- 1,8	0,9	1	0
Turquie	0,5	0,2	0	0,8	0	0,3	0	0,4
Total	22,3	22,1	- 2,9	41,4	42,7	- 16,4	21,6	47,9

a) Organismes de placement collectif.

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

3.2 Opérations des résidents sur titres étrangers par instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	20,4	- 8,3	12,1	28,4	2	30,4	- 17,2	10,5	- 6,7
Actions et titres d'OPC	30,4	- 1,4	29	16,4	- 0,1	16,3	25	3,9	28,9
Actions	11	0	11,1	3,3	- 0,5	2,8	2,2	1	3,2
Titres d'OPC	19,3	- 1,4	17,9	13,1	0,4	13,5	22,8	2,9	25,7
Titres de créance à long terme	- 3,4	- 5,1	- 8,5	- 9,5	- 0,9	- 10,4	- 34,7	8,3	- 26,4
Titres de créance à court terme	- 6,5	- 1,8	- 8,4	21,5	2,9	24,4	- 7,4	- 1,8	- 9,2
Bons du Trésor à moins d'un an	- 7,9	0,1	- 7,9	5,5	0	5,5	- 6,8	0	- 6,8
Autres titres de créance à court terme	1,4	- 1,9	- 0,5	16	2,9	18,9	- 0,6	- 1,8	- 2,4
Émetteurs hors zone euro	42,6	- 11,3	31,4	22,8	- 11,7	11,1	5,7	48,9	54,6
Actions et titres d'OPC	0,7	- 29,1	- 28,4	3,2	2,8	6	- 5,5	19,3	13,8
Actions	1,2	- 28,3	- 27,1	2,3	4,6	6,8	- 5,2	19,3	14
Titres d'OPC	- 0,5	- 0,8	- 1,2	0,9	- 1,8	- 0,9	- 0,3	0	- 0,3
Titres de créance à long terme	40,8	23,9	64,6	16,4	16	32,5	- 5,3	15,3	10
Titres de créance à court terme	1,1	- 6	- 4,9	3,2	- 30,5	- 27,4	16,6	14,2	30,8
Bons du Trésor à moins d'un an	0	- 7,2	- 7,2	0	- 31,4	- 31,4	0	13	13
Autres titres de créance à court terme	1,1	1,2	2,3	3,2	0,9	4,1	16,6	1,2	17,8
Tous émetteurs	63	- 19,5	43,5	51,2	- 9,7	41,4	- 11,5	59,3	47,9
Actions et titres d'OPC	31	- 30,5	0,6	19,6	2,7	22,3	19,4	23,2	42,7
Actions	12,2	- 28,3	- 16,1	5,5	4,1	9,7	- 3,1	20,3	17,2
Titres d'OPC	18,8	- 2,2	16,7	14,1	- 1,4	12,6	22,5	3	25,5
Titres de créance à long terme	37,4	18,8	56,2	6,9	15,1	22,1	- 40	23,7	- 16,4
Titres de créance à court terme	- 5,4	- 7,9	- 13,3	24,7	- 27,6	- 2,9	9,2	12,4	21,6
Bons du Trésor à moins d'un an	- 7,9	- 7,2	- 15,1	5,5	- 31,4	- 25,9	- 6,8	13	6,2
Autres titres de créance à court terme	2,5	- 0,7	1,8	19,2	3,8	23	16	- 0,6	15,4

3.3 Opérations des non-résidents sur titres français par secteur émetteur et par instrument

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Engagements	21,0	103,2	87,7	4,6	20,0	28,0
Administrations publiques	19,7	60,0	48,4	10,5	- 15,1	- 12,3
OAT ^{a)}	35,3	85,1	91,8	79,4	43,6	18,9
BTAN ^{b)}	10,7	- 51,2	- 44,9	- 49,8	- 56,4	- 29,2
Autres titres de créance à long terme	11,0	4,2	3,9	- 2,2	- 3,7	- 0,4
BTF ^{c)}	- 21,8	18,9	1,9	- 17,7	- 8,0	- 4,4
Autres titres de créance à court terme	- 15,4	3,1	- 4,3	0,7	9,5	2,9
Institutions financières monétaires	- 8,3	10,2	11,2	- 18,4	18,9	29,3
Actions	2,4	3,8	0,1	1,7	1,1	- 1,2
Titres d'OPC monétaires	3,2	- 0,2	3,6	10,2	13,8	4,1
Titres de créance à long terme	- 11,3	4,3	9,6	- 18,3	- 4,7	19,1
Titres de créance à court terme	- 2,6	2,3	- 2,1	- 12,0	8,6	7,3
Autres secteurs	9,6	33,0	28,0	12,5	16,2	11,0
Actions	21,1	19,8	- 4,4	- 5,1	- 4,1	- 10,7
Titres d'OPC non monétaires	2,1	2,3	8,6	3,2	7,7	16,9
Titres de créance à long terme	- 15,7	8,8	21,5	13,1	19,4	3,8
Titres de créance à court terme	2,2	2,1	2,3	1,4	- 6,9	0,9

a) Obligations assimilables du Trésor.

b) Bons du Trésor à intérêt annuel.

c) Bons du Trésor à taux fixe et à intérêt précompté.

4. FLUX DE PRÊTS ET EMPRUNTS

4.1 Autres investissements

Flux de prêts et emprunts des institutions financières monétaires (IFM) résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Avoirs des IFM	- 111,2	151,0	93,5	- 78,8	158,0	58,9
Long terme	13,3	37,0	14,3	2,5	34,3	- 2,1
Euros	11,5	5,5	7,9	1,3	4,7	- 9,1
Devises	1,8	31,5	6,4	1,2	29,7	7,0
Court terme	- 124,5	114,0	79,2	- 81,3	123,7	61,0
Euros	- 62,9	- 9,3	31,7	- 26,5	5,4	19,7
Devises	- 61,6	123,3	47,5	- 54,8	118,2	41,3
Engagements des IFM	- 13,3	178,8	107,1	- 44,7	183,8	47,6
Long terme	13,1	- 8,8	8,2	- 15,4	- 14,4	- 18,1
Euros	5,2	- 8,7	1,8	- 13,1	- 10,1	- 17,2
Devises	7,9	- 0,1	6,5	- 2,2	- 4,3	- 0,9
Court terme	- 26,3	187,6	98,9	- 29,4	198,2	65,7
Euros	- 1,8	36,8	61,9	- 0,7	48,5	43,5
Devises	- 24,5	150,8	37,0	- 28,7	149,6	22,2
Flux nets	- 97,9	- 27,8	- 13,6	- 34,1	- 25,8	11,3
Euros	- 54,7	- 31,9	- 24,0	- 11,4	- 28,3	- 15,8
Devises	- 43,2	4,1	10,4	- 22,7	2,5	27,0
Long terme	0,2	45,8	6,1	17,8	48,7	16,1
Court terme	- 98,2	- 73,6	- 19,7	- 51,9	- 74,5	- 4,8

5. POSITION EXTÉRIEURE

5.1 Évolution de la position extérieure de la France entre fin 2016 et fin 2017 (avec estimation des investissements directs en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2016	Flux de balance des paiements 2017 ^{a)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{a)}				Total des variations entre les deux encours ^{a)}	Encours à fin 2017
			Total	Variation de change	Variation boursière	Autres ajustements		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs en valeur mixte ^{a)}	545,3	7,4	- 71,4	- 58,2	- 10,7	- 2,5	- 64,0	481,2
Français à l'étranger	1 214,0	51,6	- 55,1	- 58,0	3,0	- 0,1	- 3,6	1 210,4
<i>Capitaux propres</i>	1 115,6	39,1	- 46,9	- 49,9	3,0	0,0	- 7,8	1 107,8
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	98,3	12,5	- 8,2	- 8,2	0,0	- 0,1	4,2	102,6
Étrangers en France	668,7	44,2	16,3	0,2	13,7	2,5	60,5	729,2
<i>Capitaux propres</i>	617,3	35,5	13,6	- 0,1	13,7	0,0	49,1	666,4
<i>Autres opérations (prêts intragroupe)</i>	51,4	8,7	2,7	0,2	0,0	2,5	11,4	62,8
Investissements de portefeuille	- 758,4	19,9	- 2,5	- 5,8	6,5	- 3,3	17,3	- 741,1
Titres étrangers	2 400,5	47,9	- 6,8	- 48,0	72,6	- 31,3	41,1	2 441,6
<i>Actions et titres d'OPC ^{b)}</i>	715,9	42,7	43,9	- 27,7	78,5	- 6,9	86,5	802,4
<i>Obligations et assimilés</i>	1 498,0	- 16,4	- 44,4	- 16,1	- 6,3	- 22,0	- 60,8	1 437,2
<i>Titres de créance à court terme</i>	186,7	21,6	- 6,2	- 4,3	0,4	- 2,4	15,3	202,0
Titres français	3 159,0	28,0	- 4,2	- 42,3	66,0	- 28,0	23,8	3 182,7
<i>Actions et titres d'OPC</i>	833,5	9,1	56,0	- 0,7	73,5	- 16,7	65,2	898,7
<i>Obligations et assimilés</i>	2 103,0	12,1	- 57,0	- 38,7	- 7,3	- 11,1	- 44,9	2 058,1
<i>Titres de créance à court terme</i>	222,5	6,7	- 3,2	- 2,9	- 0,2	- 0,2	3,5	226,0
<i>Pour mémoire : valeurs du Trésor</i>	1 124,4	- 14,7	- 30,4	0,0	- 17,0	- 13,4	- 45,1	1 079,3
Instrument financiers dérivés ^{c)}	- 46,5	- 1,2	- 21,5	2,9	- 24,4	0,0	- 22,7	- 69,2
Créances	794,7	6,5	- 193,0	- 30,1	- 163,1	0,2	- 186,5	608,2
Engagements	841,1	7,8	- 171,5	- 33,0	- 138,7	0,2	- 163,8	677,4
Autres investissements (hors avoirs de réserve)	- 211,8	- 54,9	3,8	11,7	0,0	- 7,9	- 51,0	- 262,9
Autres participations	44,0	2,2	- 2,2	- 2,2	0,0	0,0	0,0	44,0
<i>Banque de France</i>	1,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5
<i>Administrations publiques</i>	42,4	2,2	- 2,2	- 2,2	0,0	0,0	0,0	42,4
Numéraire et dépôts	- 304,3	- 63,5	25,8	25,8	0,0	0,1	- 37,6	- 341,9
<i>Banque de France</i>	- 79,7	1,1	- 0,3	- 0,3	0,0	0,0	0,7	- 79,0
<i>Administrations publiques</i>	- 8,2	- 3,0	- 0,2	- 0,4	0,0	0,2	- 3,2	- 11,4
<i>Institutions financières monétaires</i>	- 552,7	- 66,5	27,0	27,1	0,0	- 0,1	- 39,5	- 592,2
<i>Autres secteurs</i>	336,4	5,0	- 0,6	- 0,6	0,0	0,0	4,4	340,7
Prêts	84,7	10,3	- 17,1	- 16,9	0,0	- 0,1	- 6,7	77,9
<i>Banque de France</i>	- 70,1	- 17,3	8,8	8,8	0,0	0,0	- 8,5	- 78,7
<i>Administrations publiques</i>	9,5	- 2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,3	7,1
<i>Institutions financières monétaires</i>	457,7	53,1	- 29,1	- 28,9	0,0	- 0,1	24,0	481,6
<i>Autres secteurs</i>	- 312,3	- 23,1	3,3	3,2	0,0	0,0	- 19,9	- 332,2
Crédits commerciaux et avances à la commande	- 33,3	- 3,8	4,2	4,2	0,0	0,0	0,4	- 32,9
Autres comptes à payer/à recevoir	12,2	0,2	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	0,1	12,2
<i>Institutions financières monétaires</i>	12,3	- 0,2	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	- 0,3	12,0
<i>Autres secteurs</i>	- 0,1	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,3
Droits de tirage spéciaux	- 12,9	0,0	0,9	0,9	0,0	0,0	0,9	- 12,0
Réserves techniques d'assurances	- 2,1	- 0,3	- 7,7	0,0	0,0	- 7,7	- 8,0	- 10,1
Avoirs de réserve	139,2	- 3,0	- 5,8	- 4,5	- 1,3	0,0	- 8,8	130,4
Solde	- 332,2	- 31,9	- 97,4	- 53,9	- 29,9	- 13,7	- 129,3	- 461,5
(en % du PIB)	- 14,9							- 20,2

a) Avec les investissements directs en principe directionnel étendu.

b) Organismes de placement collectif.

c) Sociétés non financières, sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, OPC non monétaires, chambres de compensation.

5.2 Les stocks d'investissements directs en valeur mixte ^{a)}
Encours en fin d'année

(en milliards d'euros)

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015 ^{b)}	2016 ^{b)}	2017
Investissements directs français à l'étranger	686,1	671,3	777,8	877,9	964,5	964,4	961,1	1 066,0	1 164,9	1 214,0	1 210,4
Capitaux propres	682,7	672,6	756,9	864,3	894,1	948,5	940,2	1 012,7	1 079,8	1 115,6	1 107,8
Entreprises cotées	132,7	40,5	59,4	67,7	54,5	55,9	60,0	62,3	76,4	73,0	64,2
Entreprises non cotées et immobilier	550,0	632,1	697,4	796,6	839,6	892,6	880,2	950,4	1 003,4	1 042,6	1 043,6
Autres opérations (prêts)	3,4	- 1,3	20,9	13,6	70,4	16,0	20,8	53,2	85,1	98,3	102,6
Investissements directs étrangers en France	423,6	404,5	449,8	472,0	540,1	515,7	552,1	576,6	631,4	668,7	729,2
Capitaux propres	426,1	403,8	434,1	460,8	460,8	470,4	501,9	528,8	576,1	617,3	666,4
Entreprises cotées	71,3	39,2	64,0	65,0	51,6	62,3	80,6	90,4	98,0	105,0	101,7
Entreprises non cotées et immobilier	354,8	364,6	370,2	395,9	409,2	408,1	421,3	438,4	478,2	512,3	564,7
Autres opérations (prêts)	- 2,4	0,7	15,7	11,2	79,3	45,3	50,1	47,8	55,2	51,4	62,8
Solde net des investissements directs	262,5	266,7	328,0	405,8	424,4	448,7	409,0	489,4	533,5	545,3	481,2
Capitaux propres	256,7	268,8	322,8	403,5	433,3	478,1	438,3	484,0	503,7	498,3	441,4
Entreprises cotées	61,4	1,4	- 4,5	2,7	2,9	- 6,4	- 20,7	- 28,1	- 21,5	- 32,0	- 37,5
Entreprises non cotées et immobilier	195,2	267,4	327,3	400,7	430,4	484,5	459,0	512,0	525,2	530,3	478,9
Autres opérations (prêts)	5,8	- 2,1	5,2	2,4	- 8,9	- 29,3	- 29,3	5,4	29,8	46,9	39,8

a) Les stocks d'investissements directs en valeur mixte à fin 2017 sont estimés à partir des encours à fin 2016, des flux d'investissements directs de l'année 2017 et de la prise en compte des variations de change pour les positions en devises.

b) Données révisées.

Note : Les encours de prêts intragroupe sont calculés après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu; ils prennent en compte les crédits commerciaux entre sociétés affiliées à partir de 2011.

5.3 Évolution des investissements directs entre fin 2015 et fin 2016 (en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2015 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2016 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2016 ^{a)}
			Total ^{b)}	dont variation monétaire ou effet-change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs français à l'étranger	1 164,9	57,2	- 8,0	- 7,6	- 5,1	4,6	49,1	1 214,0
Capitaux propres	1 079,8	48,5	- 12,7	- 10,3	- 5,1	2,7	35,8	1 115,6
Entreprises cotées	76,4	10,4	- 13,8	1,9	- 5,1	- 10,6	- 3,4	73,0
Entreprises non cotées et immobilier	1 003,4	38,2	1,1	- 12,3	0,0	13,3	39,2	1 042,6
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	85,1	8,6	4,7	2,8	0,0	1,9	13,3	98,3
Investissements directs étrangers en France	631,4	31,8	5,6	- 0,4	3,1	2,8	37,3	668,7
Capitaux propres	576,1	35,1	6,0	0,0	3,1	2,9	41,2	617,3
Entreprises cotées	98,0	18,3	- 11,3	0,0	3,1	- 14,4	7,0	105,0
Entreprises non cotées et immobilier	478,2	16,8	17,3	0,0	0,0	17,3	34,1	512,3
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	55,2	- 3,3	- 0,5	- 0,4	0,0	- 0,1	- 3,8	51,4
Position nette	533,5	25,4	- 13,6	- 7,2	- 8,2	1,8	11,8	545,3
Capitaux propres	503,7	13,4	- 18,7	- 10,4	- 8,2	- 0,2	- 5,3	498,3
Entreprises cotées	- 21,5	- 8,0	- 2,5	1,9	- 8,2	3,8	- 10,4	- 32,0
Entreprises non cotées et immobilier	525,2	21,4	- 16,3	- 12,3	0,0	- 4,0	5,1	530,3
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	29,8	12,0	5,1	3,2	0,0	2,0	17,1	46,9

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :
sans signe : augmentation des créances ou des engagements.
signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.4 Évolution des investissements directs entre fin 2016 et fin 2017
(en valeur mixte)

(en milliards d'euros)

	Encours à fin 2016 ^{a)}	Flux de balance des paiements 2017 ^{b)}	Variations dues aux évolutions des cours de change et de bourse et autres ajustements ^{b)}				Total des variations entre les deux encours ^{b)}	Encours à fin 2017
			Total ^{b)}	dont variation monétaire ou effet-change ^{b)}	dont variation boursière ou effet-prix ^{b)}	dont autres ajustements ^{b)}		
	1	2	3				4 = (2 + 3)	5 = (1 + 4)
Investissements directs français à l'étranger	1 214,0	51,6	- 55,1	- 58,0	3,0	- 0,1	- 3,6	1 210,4
Capitaux propres	1 115,6	39,1	- 46,9	- 49,9	3,0	0,0	- 7,8	1 107,8
Entreprises cotées	73,0	- 5,3	- 3,5	- 3,4	3,0	- 3,0	- 8,8	64,2
Entreprises non cotées et immobilier	1 042,6	44,5	- 43,4	- 46,4	0,0	3,0	1,0	1 043,6
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	98,3	12,5	- 8,2	- 8,2	0,0	- 0,1	4,2	102,6
Investissements directs étrangers en France	668,7	44,2	16,3	0,2	13,7	2,5	60,5	729,2
Capitaux propres	617,3	35,5	13,6	- 0,1	13,7	0,0	49,1	666,4
Entreprises cotées	105,0	0,0	- 3,4	0,0	13,7	- 17,1	- 3,3	101,7
Entreprises non cotées et immobilier	512,3	35,4	17,0	- 0,1	0,0	17,1	52,4	564,7
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	51,4	8,7	2,7	0,2	0,0	2,5	11,4	62,8
Position nette	545,3	7,4	- 71,4	- 58,2	- 10,7	- 2,5	- 64,0	481,2
Capitaux propres	498,3	3,6	- 60,5	- 49,8	- 10,7	0,0	- 56,9	441,4
Entreprises cotées	- 32,0	- 5,4	- 0,1	- 3,4	- 10,7	14,0	- 5,5	- 37,5
Entreprises non cotées et immobilier	530,3	9,0	- 60,4	- 46,4	0,0	- 14,0	- 51,4	478,9
Autres opérations (prêts intragroupe) ^{c)}	46,9	3,7	- 10,9	- 8,4	0,0	- 2,5	- 7,2	39,8

a) Données révisées.

b) Signe conforme à la nouvelle méthodologie de balance des paiements :
sans signe : augmentation des créances ou des engagements.
signe (-) : diminution des créances ou des engagements.

c) Après reclassement des prêts entre sociétés sœurs selon la règle du principe directionnel étendu.

5.5 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015 ^{b)}	2016 ^{b)}	2017 ^{c)}	2017 (en %)
Union européenne (à 28)	622,3	667,0	683,3	716,8	59,2
Union économique et monétaire (à 19)	475,0	504,2	529,0	554,4	45,8
dont :					
Allemagne	50,8	56,6	60,3	70,5	5,8
Belgique	152,5	152,8	159,0	148,4	12,3
Espagne	38,8	42,2	46,8	48,2	4,0
Irlande	18,9	21,4	18,6	22,2	1,8
Italie	45,9	52,9	62,9	66,6	5,5
Luxembourg	43,3	46,5	43,2	52,7	4,4
Pays-Bas	114,8	119,5	126,8	132,2	10,9
Autres pays de l'Union européenne	147,3	162,8	154,3	162,4	13,4
dont :					
Danemark	3,9	6,8	7,4	7,8	0,6
Pologne	14,0	15,4	15,7	16,0	1,3
République tchèque	8,4	8,7	8,8	9,7	0,8
Roumanie	3,9	4,3	4,3	4,4	0,4
Royaume-Uni	109,8	118,8	109,2	112,4	9,3
Suède	3,1	4,3	4,2	8,0	0,7
Reste du monde	443,7	497,9	530,7	493,6	40,8
dont :					
Afrique du Sud	1,8	2,1	2,5	2,5	0,2
Algérie	2,2	2,2	2,7	2,5	0,2
Angola	6,3	10,0	9,1	8,7	0,7
Arabie saoudite	3,5	5,1	5,0	3,9	0,3
Argentine	2,6	3,2	2,9	2,6	0,2
Australie	11,6	11,6	11,5	10,3	0,9
Bermudes	3,4	2,6	3,6	3,4	0,3
Brésil	25,2	18,4	24,8	23,6	1,9
Chine	21,1	22,8	22,4	19,5	1,6
Canada	9,1	9,0	10,9	13,4	1,1
Congo	3,4	5,0	5,3	5,7	0,5
Corée du Sud	3,8	4,3	4,0	4,2	0,3
Égypte	3,4	3,4	2,4	2,7	0,2
Émirats arabes unis	-0,3	-0,9	-0,5	0,7	0,1
États-Unis	174,3	208,4	224,8	211,6	17,5
Hong Kong	9,1	11,2	9,8	6,8	0,6
Inde	4,1	5,3	4,9	4,7	0,4
Indonésie	2,7	2,5	2,2	2,0	0,2
Israël	2,4	2,8	3,0	2,9	0,2
Japon	21,4	25,9	25,4	24,9	2,1
Jersey	1,5	0,3	0,4	0,4	0,0
Kazakhstan	8,7	10,5	10,8	9,4	0,8
Maroc	9,1	9,6	10,1	10,2	0,8
Mexique	2,7	2,4	2,4	2,8	0,2
Nigéria	8,5	9,1	11,2	8,6	0,7
Qatar	2,3	2,9	2,8	0,9	0,1
Russie	8,6	9,3	15,4	13,8	1,1
Singapour	9,6	11,1	11,2	10,0	0,8
Suisse	36,6	39,2	41,8	38,8	3,2
Thaïlande	2,7	1,8	1,9	2,0	0,2
Turquie	3,9	3,9	3,0	2,6	0,2
Ukraine	0,4	0,4	0,5	0,5	0,0
Total	1 066,0	1 164,9	1 214,0	1 210,4	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2016 et des flux d'investissements directs de l'année 2017.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport. Depuis fin 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.6 Répartition géographique selon le pays de première contrepartie
des stocks d'investissements directs étrangers en France en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015 ^{b)}	2016 ^{b)}	2017 ^{c)}	2017 (en %)
Union européenne (à 28)	423,4	457,9	488,3	531,7	72,9
Union économique et monétaire (à 19)	354,6	373,8	406,6	430,8	59,1
dont :					
Allemagne	52,8	60,5	66,8	68,4	9,4
Belgique	50,0	53,4	53,1	54,3	7,4
Espagne	14,6	15,9	15,3	18,4	2,5
Finlande	1,4	1,4	14,5	17,9	2,5
Irlande	5,6	3,5	3,7	4,9	0,7
Italie	15,5	17,0	18,0	18,7	2,6
Luxembourg	125,3	130,5	144,0	148,4	20,4
Pays-Bas	84,8	85,2	84,5	92,7	12,7
Autres pays de l'Union européenne	68,9	84,1	81,6	100,9	13,8
dont :					
Danemark	5,4	5,5	6,0	6,1	0,8
Pologne	- 1,5	- 2,3	- 2,8	- 2,3	- 0,3
République tchèque	0,5	0,3	0,4	0,5	0,1
Roumanie	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	0,0
Royaume-Uni	59,7	75,1	71,4	89,9	12,3
Suède	4,0	5,0	6,1	6,3	0,9
Reste du monde	153,2	173,5	180,4	197,5	27,1
Algérie	0,5	0,6	0,7	0,8	0,1
Arabie saoudite	0,4	0,7	0,6	0,6	0,1
Australie	0,6	0,5	1,1	0,9	0,1
Bermudes	0,0	0,0	- 0,1	0,0	0,0
Brésil	- 0,2	- 0,2	- 0,3	- 0,1	0,0
Canada	2,7	2,7	2,3	3,2	0,4
Chine	0,9	1,5	1,9	1,5	0,2
Corée du Sud	0,5	0,7	0,9	1,1	0,2
Égypte	0,2	0,2	0,1	0,2	0,0
Émirats arabes unis	0,5	1,2	0,9	0,6	0,1
États-Unis	66,0	61,9	59,2	68,3	9,4
Gabon	0,3	0,1	0,2	0,3	0,0
Hong Kong	2,3	3,2	4,6	5,4	0,7
Île de Man	0,4	0,4	0,5	0,5	0,1
Îles Vierges britanniques	0,1	0,4	0,2	0,1	0,0
Inde	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Israël	0,2	0,2	0,2	0,3	0,0
Japon	12,8	14,2	13,1	13,7	1,9
Jersey	0,8	0,8	0,7	0,8	0,1
Liban	2,7	1,3	2,9	2,9	0,4
Maroc	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1
Mexique	0,6	0,3	0,4	0,5	0,1
Qatar	1,2	1,8	3,4	3,6	0,5
Russie	1,5	1,6	1,6	2,0	0,3
Singapour	0,7	1,1	1,1	0,9	0,1
Suisse	47,4	66,0	70,6	74,1	10,2
Thaïlande	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Turquie	0,1	0,3	0,2	0,1	0,0
Total	576,6	631,4	668,7	729,2	100,0

a) Les prêts intragroupe et les crédits commerciaux inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Données révisées.

c) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2016 et des flux d'investissements directs de l'année 2017.

Notes : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport. Depuis 2011, les stocks comprennent les crédits commerciaux entre sociétés affiliées, auparavant inclus dans les « autres investissements ».

5.7 Répartition sectorielle des investissements directs français à l'étranger en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017 ^{b)}	2017 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,3	0,5	0,4	0,4	0,0
Industries extractives	77,1	95,0	106,0	96,6	8,0
dont : Extraction de pétrole et de gaz	73,7	89,7	99,1	90,0	7,4
Industries manufacturières	321,1	343,4	352,2	337,9	27,9
dont : Industries agricoles et alimentaires	54,7	55,3	58,4	65,2	5,4
Industrie du textile et habillement	11,8	12,1	12,7	8,6	0,7
Industrie du bois, édition et imprimerie	2,1	2,3	2,1	2,0	0,2
Cokéfaction et raffinage	16,7	16,5	16,9	15,1	1,2
Industrie chimique	27,0	34,5	40,1	36,5	3,0
Industrie pharmaceutique	48,6	61,0	61,4	51,9	4,3
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	11,8	12,3	12,5	11,1	0,9
Industries métallurgiques	7,1	5,1	6,7	8,5	0,7
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	15,4	14,0	18,4	22,2	1,8
Fabrication de machines et équipements	7,0	6,4	6,5	5,8	0,5
Industrie automobile	36,3	42,3	40,8	41,7	3,4
Fabrication d'autres matériels de transport	14,9	19,5	17,2	16,7	1,4
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	80,5	82,0	83,2	77,9	6,4
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	3,8	5,1	4,7	4,7	0,4
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	2,7	4,2	3,8	3,8	0,3
Construction	26,8	25,2	23,0	21,7	1,8
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	80,6	83,8	91,5	94,0	7,8
dont : Commerce de gros	22,9	24,8	25,3	26,2	2,2
Commerce de détail	52,1	53,0	59,2	60,6	5,0
Transports et entreposage	6,6	8,3	8,9	9,4	0,8
dont : Transports terrestres et transports par conduites	- 0,2	0,9	0,5	0,5	0,0
Transports par eau	0,4	0,4	- 0,2	0,1	0,0
Transports aériens	0,6	0,7	1,4	1,9	0,2
Entreposage et services auxiliaires des transports	5,8	6,3	7,3	6,9	0,6
Hébergement et restauration	9,7	11,8	13,7	18,2	1,5
Information et communication	68,2	73,0	71,3	70,5	5,8
dont : Cinéma, vidéo et télévision	14,4	15,0	16,5	14,6	1,2
Télécommunications	31,3	33,2	29,3	29,4	2,4
Activités financières et d'assurance	265,7	285,8	303,1	306,3	25,3
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	155,7	166,3	180,4	166,9	13,8
Activités des sociétés holding	26,9	32,2	33,7	37,5	3,1
Assurance	64,1	67,5	68,9	67,5	5,6
Activités immobilières ^{c)}	57,3	69,9	70,5	79,8	6,6
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	41,2	47,9	47,4	54,4	4,5
dont : Activités juridiques et comptables	1,2	0,8	0,9	1,0	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	16,7	17,9	17,9	20,2	1,7
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	11,6	14,8	14,6	17,2	1,4
Recherche-développement scientifique	0,4	0,3	0,5	0,6	0,0
Publicité et études de marché	11,3	14,0	16,0	17,6	1,5
Activités de services administratifs et de soutien	3,5	5,0	5,4	7,0	0,6
Enseignement	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Santé humaine et action sociale	1,8	2,7	2,6	2,8	0,2
Arts, spectacles et activités récréatives	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres activités de services	0,4	0,5	0,5	0,4	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	21,3	24,9	29,2	28,0	2,3
Total	1 066	1 164,9	1 214	1 210,4	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2016 et des flux d'investissements directs de l'année 2017.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements à l'étranger des entreprises résidentes appartenant au secteur de l'immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés à l'étranger détenus par des résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.8 Répartition sectorielle des investissements directs étrangers en France
en valeur mixte ^{a)}

(en milliards d'euros)

	2014	2015	2016	2017 ^{b)}	2017 (en %)
Agriculture, sylviculture et pêche	0,4	0,5	0,6	0,7	0,1
Industries extractives	1,4	3,9	5,0	5,4	0,7
dont : Extraction de pétrole et de gaz	1,2	0,8	1,5	1,7	0,2
Industries manufacturières	154,2	152,9	167,6	194,8	26,7
dont : Industries agricoles et alimentaires	29,0	30,2	25,8	34,5	4,7
Industrie du textile et habillement	2,5	3,3	3,1	2,5	0,3
Industrie du bois, édition et imprimerie	4,4	3,3	3,9	4,3	0,6
Cokéfaction et raffinage	1,4	0,8	0,7	4,7	0,6
Industrie chimique	29,5	29,3	32,8	39,0	5,3
Industrie pharmaceutique	27,7	30,6	31,4	33,7	4,6
Fabrication de produits en caoutchouc et en plastique	3,1	5,3	6,2	6,7	0,9
Industries métallurgiques	6,6	7,7	7,0	8,5	1,2
Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques	6,2	5,9	19,7	25,4	3,5
Fabrication de machines et équipements	2,4	2,8	2,9	2,7	0,4
Industrie automobile	8,9	10,6	9,9	10,2	1,4
Fabrication d'autres matériels de transport	5,9	4,8	4,8	2,7	0,4
Électricité, gaz, vapeur et air conditionné	3,5	3,4	4,2	4,1	0,6
Eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3	0,6	0,7	0,5	0,1
dont : Captage, traitement et distribution d'eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Construction	9,7	20,6	21,9	22,7	3,1
Commerce, réparations d'automobiles et de motocycles	41,8	47,1	44,5	48,8	6,7
dont : Commerce de gros	19,6	22,9	23,2	24,5	3,4
Commerce de détail	20,2	22,2	19,5	21,4	2,9
Transports et entreposage	6,9	8,9	9,1	12,2	1,7
dont : Transports terrestres et transports par conduites	1,1	1,1	1,0	3,3	0,5
Transports par eau	1,4	2,2	1,8	2,2	0,3
Transports aériens	0,1	0,1	0,0	0,7	0,1
Entreposage et services auxiliaires des transports	4,1	5,5	6,0	5,8	0,8
Hébergement et restauration	5,4	5,2	8,0	7,5	1,0
Information et communication	12,9	15,3	18,9	21,0	2,9
dont : Cinéma, vidéo et télévision	1,6	1,8	2,6	2,7	0,4
Télécommunications	- 0,2	- 0,2	- 0,6	- 0,9	- 0,1
Activités financières et d'assurance	159,8	174,2	163,5	173,6	23,8
dont : Activités des services financiers, hors assurance et caisses de retraite	47,0	54,0	46,0	43,3	5,9
Activités des sociétés holding	64,5	69,4	69,6	72,4	9,9
Assurance	20,9	22,2	23,6	24,9	3,4
Activités immobilières ^{c)}	130,2	140,1	145,6	154,5	21,2
Activités spécialisées, scientifiques et techniques	33,2	32,6	38,2	39,3	5,4
dont : Activités juridiques et comptables	1,0	0,8	0,2	0,4	0,1
Activités des sièges sociaux et conseils de gestion	22,2	21,3	25,4	24,7	3,4
Activités d'architecture, d'ingénierie, de contrôle et analyses techniques	6,9	6,3	7,2	9,1	1,2
Recherche-développement scientifique	1,7	2,7	3,1	2,8	0,4
Publicité et études de marché	1,1	1,5	1,7	1,9	0,3
Activités de services administratifs et de soutien	7,2	8,0	9,0	10,1	1,4
Enseignement	1,0	1,0	1,3	1,7	0,2
Santé humaine et action sociale	3,3	2,9	2,5	2,8	0,4
Arts, spectacles et activités récréatives	0,9	0,7	0,8	1,9	0,3
Autres activités de services	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Montants non ventilés ^{d)}	4,2	13,2	26,9	27,3	3,7
Total	576,6	631,4	668,7	729,2	100,0

a) La ventilation sectorielle des flux et des stocks d'investissements directs est effectuée en fonction de la nomenclature d'activités dite « NAF rév. 2 ». Les prêts intragroupe inclus dans ces statistiques sont calculés suivant la règle du principe directionnel étendu.

b) Estimations à partir des encours en valeur mixte à fin 2016 et des flux d'investissements directs de l'année 2017.

c) Cette ligne comprend à la fois les stocks d'investissements étrangers dans le secteur immobilier et les biens immobiliers stricto sensu situés sur le territoire français et détenus par des non-résidents.

d) Depuis 2011, une partie des stocks de prêts-emprunts intragroupes provient de données extrapolées et n'est pas ventilée par secteur.

Note : Les sociétés holding appartenant à un groupe coté sont classées en fonction de l'activité principale de leur groupe.

5.9 Investissements directs français à l'étranger – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes français ayant investi à l'étranger à fin 2017
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Groupes investisseurs résidents (par ordre alphabétique)	Activités des groupes investisseurs
ACCOR	Hôtels et hébergements
AIR LIQUIDE	Industrie chimique
AUCHAN	Commerce de détail
AXA	Assurance
BNP PARIBAS	Activités des services financiers
BPCE	Activités des services financiers
CARREFOUR	Commerce de détail
COMPAGNIE DE SAINT-GOBAIN	Autres industries manufacturières
CREDIT AGRICOLE	Activités des services financiers
CREDIT MUTUEL	Activités des services financiers
DANONE	Industries agricoles et alimentaires
ELECTRICITE DE FRANCE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
ENGIE	Électricité, gaz, vapeur et air conditionné
FINANCIERE PINAULT (KERING)	Commerce de détail
GROUPE ARNAULT (LVMH)	Industrie du textile et habillement
MICHELIN	Fabrication de pneumatiques
ORANGE	Télécommunications
PERNOD RICARD	Industries agricoles et alimentaires
PUBLICIS	Activités des agences de publicité
RENAULT	Industrie automobile
SANOFI	Industrie pharmaceutique
SCHNEIDER ELECTRIC	Autres industries manufacturières
SOCIETE GENERALE	Activités des services financiers
TOTAL	Extraction de pétrole et de gaz
VIVENDI	Information et communication

5.10 Investissements directs étrangers en France – stocks en valeur mixte

Les 25 principaux groupes étrangers ayant investi en France à fin 2017
par le montant de leurs investissements en valeur mixte

Entreprises ou groupes étrangers (par ordre alphabétique)	Origine géographique	Activités des groupes étrangers investisseurs
ABERTIS INFRASTRUCTURAS	Espagne	Transports routiers de fret de proximité
ALLIANZ	Allemagne	Assurance
ALTICE	Pays-Bas	Information et communication
AVIVA	Royaume-Uni	Assurance
CMA-CGM (Famille Saadé)	Liban	Transport maritime
DANAHER	États-Unis	Autres industries manufacturières
DIAGEO	Royaume-Uni	Industries agricoles et alimentaires
GENERAL ELECTRIC	États-Unis	Autres industries manufacturières
GENERALI ASSICURAZIONI	Italie	Assurance
HSBC	Royaume-Uni	Activités des services financiers
IBM	États-Unis	Industrie électronique
KINGFISHER GROUP	Royaume-Uni	Commerce de détail
LAFARGE HOLCIM	Suisse	Fabrication de ciment
SIEMENS	Allemagne	Industrie électronique
NESTLE	Suisse	Industries agricoles et alimentaires
NISSAN MOTOR	Japon	Industrie automobile
NOKIA	Finlande	Télécommunications
PARJOINTCO (familles Desmarais [Canada] et Frère [Belgique])	Pays-Bas	Activités des sociétés <i>holdings</i>
S.A.P.	Allemagne	Edition de logiciels
SARTORIUS	Allemagne	Fabrication de produits informatiques, électroniques et optiques
SIMON PROPERTY GROUP	États-Unis	Activités immobilières
SOLVAY	Belgique	Industrie chimique
TECHNIP FMC	Royaume-Uni	Ingénierie pétrolière et gazière
THE WALT DISNEY COMPANY	États-Unis	Activités sportives récréatives et de loisirs
UNITED TECHNOLOGIES	États-Unis	Fabrication d'autres matériels de transport

5.11 Ventilation des stocks d'investissements de portefeuille vis-à-vis des non-résidents

Par nature d'instrument et par monnaie (euros/devises)

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Résidents sur titres étrangers	1 860,3	481,5	2 341,8	1 916,4	484,2	2 400,5	1 910	531,6	2 441,6
Actions et titres d'OPC	421,6	265,5	687,1	443,1	272,8	715,9	493,2	309,2	802,4
Actions	233	206,2	439,2	237	215,6	452,6	257,7	246,7	504,4
Titres d'OPC	188,6	59,2	247,9	206,1	57,2	263,3	235,5	62,5	298
Titres de créance à long terme	1 323,5	148,9	1 472,4	1 330,3	167,7	1 498	1 266,3	170,9	1 437,2
Titres de créance à court terme	115,2	67,1	182,3	143	43,7	186,7	150,5	51,6	202
Bons du Trésor à moins d'un an	17,4	58,8	76,2	23,2	31,1	54,3	16,2	40,5	56,8
Autres titres de créance à court terme	97,7	8,3	106,1	119,8	12,6	132,3	134,2	11	145,3
Non-résidents sur titres français	2 654,8	430,7	3 085,5	2 681,9	477,1	3 159	2 741,4	441,3	3 182,7
Actions et titres d'OPC	772,7	11,2	783,9	822,4	11,1	833,5	889,1	9,6	898,7
Actions	603,8	0	603,8	629,3	0	629,3	678,5	0	678,5
Titres d'OPC	168,9	11,2	180,1	193,1	11,1	204,2	210,5	9,6	220,2
Titres de créance à long terme	1 708,2	374,7	2 082,8	1 705,6	397,4	2 103	1 689,8	368,3	2 058,1
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	920		920	976,5		976,5	965,7		965,7
Bons du Trésor à intérêt annuel (BTAN)	86,5		86,5	29,3		29,3	0		0
Autres (BMTN ^{a)} , EMTN ^{b)} , etc.)	701,7	374,7	1 076,3	699,7	397,4	1 097,2	724,1	368,3	1 092,4
Titres de créance à court terme	173,9	44,8	218,7	153,9	68,6	222,5	162,6	63,4	226
Bons du Trésor à moins d'un an	126,5		126,5	118,6		118,6	113,6		113,6
Autres titres de créance à court terme	47,4	44,8	92,3	35,3	68,6	103,9	48,9	63,4	112,4
Position nette	- 794,5	50,7	- 743,7	- 765,5	7,1	- 758,4	- 831,4	90,3	- 741,1

a) Bons à moyen terme négociables.

b) Euro medium term notes.

5.12 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents

Par zone émettrice, par nature d'instrument et par secteur résident détenteur

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total	IFM	Non-IFM	Total
Émetteurs de la zone euro	321,2	1 161,8	1 483,0	305,0	1 205,6	1 510,6	264,1	1 249,3	1 513,3
Actions et titres d'OPC	44,3	405,0	449,2	44,3	422,4	466,7	40,8	485,6	526,3
Titres de créance à long terme	227,9	731,7	959,6	193,0	750,0	943,0	158,1	738,6	896,7
Titres de créance à court terme	49,0	25,2	74,1	67,7	33,1	100,8	65,2	25,1	90,3
Émetteurs hors zone euro	253,3	605,5	858,8	248,6	641,3	890,0	251,9	676,4	928,3
Actions et titres d'OPC	64,0	173,9	237,8	61,3	187,8	249,2	71,4	204,7	276,0
Titres de créance à long terme	146,8	365,9	512,7	141,4	413,6	555,0	122,3	418,3	540,6
Titres de créance à court terme	42,5	65,7	108,2	45,9	39,9	85,8	58,2	53,4	111,7
Tous émetteurs	574,5	1 767,3	2 341,8	553,6	1 846,9	2 400,5	516,0	1 925,7	2 441,6
Actions et titres d'OPC	108,2	578,9	687,1	105,6	610,3	715,9	112,2	690,2	802,4
Titres de créance à long terme	374,7	1 097,7	1 472,4	334,3	1 163,7	1 498,0	280,4	1 156,8	1 437,2
Titres de créance à court terme	91,5	90,8	182,3	113,7	73,0	186,7	123,4	78,6	202,0

5.13 Ventilation des titres français détenus par les non-résidents
Par secteur émetteur et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Encours	2 654,8	430,7	3 085,5	2 681,9	477,1	3 159	2 741,4	441,3	3 182,7
Administrations publiques	1 207,8	54,9	1 262,8	1 195,7	64,8	1 260,5	1 149,7	63,4	1 213,1
Obligations assimilables du Trésor (OAT)	920,0		920,0	976,5		976,5	965,7		965,7
Autres titres de créance à long terme	69,4	38,9	108,3	65,7	40,1	105,7	67,6	32,9	100,5
Bons du trésor (BTAN et BTF)	213,0		213,0	147,9		147,9	113,6		113,6
Autres titres de créance à court terme	5,5	16,0	21,5	5,6	24,8	30,4	2,8	30,5	33,2
Institutions financières monétaires	470,1	206,7	676,8	473,1	234,2	707,3	497,4	218,4	715,8
Actions et titres d'OPC	83,5	0,2	83,7	105,2	0,3	105,5	106,2	0,3	106,5
Titres de créance à long terme	358,3	183,3	541,6	346,1	194,7	540,8	353,8	189,5	543,4
Titres de créance à court terme	28,3	23,2	51,5	21,9	39,1	61,0	37,3	28,6	65,9
Autres secteurs	976,8	169,1	1 146,0	1 013,0	178,1	1 191,1	1 094,4	159,5	1 253,9
Actions et titres d'OPC	689,2	11,0	700,2	717,2	10,8	728,0	782,8	9,3	792,2
Titres de créance à long terme	274,0	152,5	426,5	288,0	162,6	450,7	302,7	145,8	448,5
Titres de créance à court terme	13,7	5,6	19,3	7,8	4,7	12,5	8,8	4,4	13,2

5.14 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents par pays de résidence de l'émetteur et par nature de titres

(en milliards d'euros)

	2016					2017				
	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %	Actions et titres d'OPC	Titres de créance à long terme	Titres de créance à court terme	Total	En %
Union européenne (à 28)	520,7	1 175,4	147,9	1 844,0	76,8	593,1	1 113,6	151,8	1 858,6	76,1
Union économique et monétaire (à 19)	466,7	943,0	100,8	1 510,6	62,9	526,3	896,7	90,3	1 513,3	62,0
dont : Allemagne	86,8	104,5	13,0	204,4	8,5	92,4	87,2	8,4	188,0	7,7
Autriche	1,8	40,9	0,1	42,7	1,8	2,5	36,7	0,1	39,3	1,6
Belgique	16,8	74,8	14,8	106,4	4,4	16,9	61,8	15,2	93,9	3,8
Espagne	24,1	125,1	22,4	171,6	7,1	30,5	122,2	12,6	165,3	6,8
Finlande	7,5	12,1	0,0	19,7	0,8	7,6	12,0	0,0	19,5	0,8
Grèce	0,4	4,0	0,0	4,4	0,2	0,4	3,3	0,4	4,1	0,2
Irlande	49,9	54,6	5,4	109,9	4,6	60,3	49,8	9,3	119,4	4,9
Italie	26,7	197,9	8,1	232,7	9,7	29,8	184,2	10,6	224,7	9,2
Luxembourg	203,3	119,4	9,7	332,4	13,8	230,9	133,4	13,4	377,8	15,5
Pays-Bas	47,1	171,3	24,6	242,9	10,1	52,5	165,5	18,9	236,8	9,7
Portugal	1,8	15,4	2,1	19,3	0,8	2,0	16,1	0,6	18,7	0,8
Autres pays de l'Union européenne	54,0	232,3	47,1	333,5	13,9	66,8	217,0	61,5	345,2	14,1
dont : Pologne	2,0	5,3	0,0	7,3	0,3	2,1	5,1	0,0	7,3	0,3
République tchèque	0,2	2,4	0,0	2,7	0,1	0,2	2,8	0,0	3,0	0,1
Roumanie	0,1	0,6	0,0	0,7	0,0	0,3	0,7	0,0	0,9	0,0
Royaume-Uni	40,6	139,7	41,5	221,9	9,2	51,8	130,4	53,6	235,7	9,7
Suède	5,4	29,2	2,6	37,2	1,6	5,7	29,9	5,8	41,5	1,7
Reste du monde	195,1	322,6	38,7	556,5	23,2	209,3	323,6	50,2	583,1	23,9
dont : Bermudes	1,3	0,5	0,3	2,1	0,1	1,3	0,5	0,1	1,8	0,1
Brésil	4,3	2,0	0,0	6,3	0,3	4,4	1,7	0,0	6,1	0,2
Chine	11,6	1,1	0,1	12,7	0,5	9,7	1,2	0,0	10,9	0,4
Corée du sud	5,4	2,5	0,0	8,0	0,3	6,1	2,7	0,1	8,8	0,4
États-Unis	73,2	161,3	8,2	242,8	10,1	85,7	158,2	6,5	250,4	10,3
Îles Cayman	6,7	7,1	0,0	13,8	0,6	7,6	6,1	0,0	13,7	0,6
Inde	3,4	0,6		3,9	0,2	8,8	0,7		9,5	0,4
Japon	33,4	31,2	28,9	93,5	3,9	28,1	37,1	38,9	104,2	4,3
Jersey	3,5	5,2	0,0	8,7	0,4	2,7	4,8	0,1	7,6	0,3
Russie	2,1	0,2	0,0	2,3	0,1	1,9	0,4	0,0	2,3	0,1
Suisse	25,1	2,4	0,1	27,6	1,1	24,2	3,2	1,1	28,5	1,2
Turquie	0,7	1,6	0,0	2,3	0,1	0,8	1,6	0,0	2,4	0,1
Total	715,9	1 498,0	186,7	2 400,5	100,0	802,4	1 437,2	202,0	2 441,6	100,0

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.15 Ventilation des titres étrangers détenus par les résidents
Par zone émettrice, par nature d'instrument et par monnaie

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Émetteurs de la zone euro	1 410,8	72,2	1 483	1 435,5	75,1	1 510,6	1 428,1	85,2	1 513,3
Actions et titres d'OPC	405,9	43,3	449,2	423,3	43,4	466,7	477,3	49	526,3
Actions	225,4	2,3	227,7	227,8	1,8	229,7	253,2	2,6	255,8
Titres d'OPC	180,5	41	221,5	195,4	41,6	237	224,1	46,4	270,5
Titres de créance à long terme	932,3	27,3	959,6	916,2	26,8	943	863,2	33,5	896,7
Titres de créance à court terme	72,5	1,6	74,1	96	4,8	100,8	87,6	2,7	90,3
Bons du Trésor à moins d'un an	17,4	0	17,4	23,2	0	23,2	16,2	0	16,2
Autres titres de créance à court terme	55,1	1,5	56,7	72,8	4,8	77,6	71,4	2,7	74,1
Émetteurs hors zone euro	449,5	409,3	858,8	480,9	409,1	890	481,9	446,4	928,3
Actions et titres d'OPC	15,7	222,1	237,8	19,8	229,4	249,2	15,9	260,1	276
Actions	7,6	203,9	211,5	9,2	213,7	222,9	4,5	244	248,6
Titres d'OPC	8,1	18,2	26,3	10,6	15,6	26,2	11,4	16,1	27,5
Titres de créance à long terme	391,2	121,6	512,7	414	140,9	555	403,1	137,4	540,6
Titres de créance à court terme	42,6	65,5	108,2	47	38,8	85,8	62,8	48,9	111,7
Bons du Trésor à moins d'un an	0	58,8	58,8	0	31,1	31,1	0	40,5	40,5
Autres titres de créance à court terme	42,6	6,8	49,4	47	7,7	54,7	62,8	8,3	71,2

5.16 Répartition par devise des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Euros	605,4	674,9	- 69,6	575,4	676,9	- 101,5	614,7	740,4	- 125,8
... vis-à-vis de la zone euro	339,5	312,1	27,4	323,7	299,9	23,8	352,5	337,1	15,4
... vis-à-vis des pays hors zone euro	265,9	362,8	- 96,9	251,8	377	- 125,2	262,2	403,3	- 141,1
Devises	537,6	524,8	12,8	628,2	609,5	18,7	615	587,9	27,1
... vis-à-vis de la zone euro	50,5	97,4	- 46,9	57,8	103,8	- 46	57,3	114,6	- 57,4
... vis-à-vis des pays hors zone euro	487,1	427,4	59,7	570,4	505,7	64,6	557,7	473,3	84,5
Total	1 143,0	1 199,7	- 56,8	1 203,7	1 286,4	- 82,8	1 229,7	1 328,3	- 98,6

5.17 Répartition par secteur de contrepartie des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Interbancaire	728,5	765,4	- 36,9	745,0	785,3	- 40,3	747,4	775,5	- 28,0
Euros	420,5	409,8	10,7	403,0	417,6	- 14,6	410,8	455,6	- 44,8
Devises	308,0	355,5	- 47,6	342,0	367,7	- 25,7	336,6	319,8	16,8
Clientèle financière et non financière	414,5	434,4	- 19,9	458,7	501,2	- 42,5	482,2	552,8	- 70,6
Euros	184,8	265,1	- 80,2	172,5	259,3	- 86,8	203,8	284,8	- 80,9
Devises	229,7	169,3	60,4	286,2	241,9	44,3	278,4	268,1	10,3
Total	1 143,0	1 199,7	- 56,8	1 203,7	1 286,4	- 82,8	1 229,7	1 328,3	- 98,6

5.18 Répartition géographique des prêts-emprunts des IFM résidentes (hors banque centrale)

(en milliards d'euros)

	2015			2016			2017		
	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net	Créances	Engagements	Net
Union européenne (à 28)	650,5	749,3	- 98,8	624,7	737,5	- 112,8	626,2	798,2	- 172,0
Union économique et monétaire (à 19)	390,0	409,5	- 19,5	381,5	403,7	- 22,2	409,7	451,7	- 42,0
dont : Allemagne	48,8	108,8	- 60,0	43,7	97,3	- 53,6	56,9	98,8	- 42,0
Belgique	17,6	22,1	- 4,5	19,2	26,5	- 7,3	28,8	39,1	- 10,3
Espagne	73,2	19,2	54,0	65,9	18,5	47,4	64,6	22,7	41,8
Irlande	36,3	37,1	- 0,7	32,3	25,4	7,0	27,9	24,5	3,4
Italie	109,7	38,7	70,9	100,9	36,6	64,3	103,8	40,3	63,6
Luxembourg	59,2	141,4	- 82,2	64,5	153,8	- 89,4	68,4	166,5	- 98,1
Pays-Bas	31,8	27,0	4,8	40,2	29,1	11,1	45,5	46,7	- 1,1
Autres pays de l'Union européenne	260,5	339,8	- 79,3	243,2	333,8	- 90,7	216,5	346,5	- 130,0
dont : Pologne	4,9	1,7	3,3	4,6	2,2	2,4	5,7	2,2	3,6
République tchèque	1,3	0,5	0,8	1,4	0,5	0,9	2,3	0,6	1,7
Roumanie	1,8	0,2	1,6	1,6	0,1	1,5	1,5	0,2	1,3
Royaume-Uni	243,4	305,5	- 62,1	226,3	297,4	- 71,1	199,7	315,7	- 116,0
Suède	1,9	1,8	0,1	1,8	2,6	- 0,8	2,0	3,3	- 1,3
Reste du monde	492,5	450,5	42,0	579,0	548,9	30,1	603,5	530,1	73,4
dont : Brésil	8,2	0,7	7,5	7,2	0,6	6,6	8,9	0,6	8,3
Chine	11,0	15,3	- 4,3	18,2	13,5	4,7	20,9	6,8	14,1
États-Unis	104,2	126,4	- 22,2	139,8	200,7	- 60,9	149,3	195,0	- 45,7
Inde	2,0	0,2	1,9	2,6	0,5	2,1	2,7	1,5	1,2
Japon	105,3	35,6	69,7	149,1	53,7	95,4	127,4	43,3	84,1
Russie	6,7	7,6	- 0,9	7,2	13,7	- 6,5	7,0	7,8	- 0,8
Suisse	44,3	42,5	1,8	46,4	41,2	5,2	53,5	38,8	14,6
Turquie	10,6	1,0	9,6	9,6	0,4	9,2	8,3	0,3	8,0
Centres extraterritoriaux	105,7	129,2	- 23,5	101,1	128,0	- 26,9	128,8	139,1	- 10,3
Total	1 143,0	1 199,7	- 56,8	1 203,7	1 286,4	- 82,8	1 229,7	1 328,3	- 98,6

Note : Voir « Définition des zones géographiques » dans la partie II des annexes du présent Rapport.

5.19 Répartition par instruments des prêts-emprunts des IFM résidentes

(en milliards d'euros)

	Vis-à-vis de l'extérieur			Vis-à-vis des pays hors zone euro		
	2015	2016	2017	2015	2016	2017
Créances	1 143,0	1 203,7	1 229,7	753,0	822,2	819,9
Dépôts	728,3	732,4	734,8	418,3	445,4	431,2
Prêts	414,1	457,7	481,6	334,2	363,9	375,9
Autres comptes à payer/à recevoir	0,6	13,6	13,2	0,5	12,8	12,8
Engagements	1 199,7	1 286,4	1 328,3	790,2	882,8	876,6
Dépôts	1 199,3	1 285,2	1 327,0	789,9	882,3	875,8
Prêts						
Autres comptes à payer/à recevoir	0,4	1,3	1,3	0,3	0,4	0,8
Position	- 56,8	- 82,8	- 98,6	- 37,2	- 60,6	- 56,6
Dépôts	- 471,1	- 552,7	- 592,2	- 371,6	- 436,9	- 444,6
Prêts	414,1	457,7	481,6	334,2	363,9	375,9
Autres comptes à payer/à recevoir	0,3	12,3	12,0	0,2	12,4	12,0

5.20 Position extérieure de la Banque de France vis-à-vis des non-résidents (hors fiduciaire)

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année			Variation 2017
	2015	2016	2017	
Créances	389,1	402,6	425,2	22,6
Portefeuille propre de la Banque de France ^{a)}	152,5	149,6	152,7	3,1
Titres émis par des résidents de la zone euro hors France	97,7	109,7	105,1	- 4,6
Euros	97,7	109,7	105,04	- 4,7
Devises	0,0	0,0	0,02	0,0
Titres émis par des non-résidents de la zone euro	54,8	39,9	47,6	7,7
Euros	1,7	2,9	2,7	- 0,2
Devises	53,1	37,0	44,9	7,9
Créances sur l'Eurosystème (TARGET2)	0,0	0,0	30,0	30,0
Autres créances	21,7	24,9	24,1	- 0,8
Autres créances vis-à-vis de résidents de la zone euro hors France	1,0	1,0	1,8	0,8
Euros	0,0	0,0	1,8	1,8
Devises	1,0	1,0	0,0	- 1,0
Autres créances vis-à-vis de résidents hors zone euro hors France	11,0	14,2	12,6	- 1,6
Euros	3,1	2,6	0,4	- 2,2
Devises	7,8	11,6	12,2	0,6
Créance sur la BCE au titre des avoirs de réserve transférés	8,2	8,2	8,2	0,0
Participation au capital de la BCE	1,5	1,5	1,5	0,0
Billets	88,0	88,9	87,9	- 0,9
Avoirs de réserve	126,9	139,2	130,4	- 8,8
Engagements	273,2	273,0	298,3	25,2
Engagements envers le SEBC (TARGET)	29,2	13,8	0,0	- 13,8
Allocation de droits de tirage spéciaux ^{b)}	12,9	12,9	12,0	- 0,9
Dépôts de la clientèle institutionnelle étrangère	110,1	121,2	159,0	37,8
Euros	15,0	36,9	85,5	48,6
Devises	95,1	84,3	73,5	- 10,8
Billets	120,9	125,1	127,2	2,1
Position	115,9	129,6	127,0	- 2,6
dont : position extérieure hors avoirs de réserve	- 11,0	- 9,7	- 3,5	6,2

a) Dont titres adossés aux dépôts de la clientèle institutionnelle.

b) Les allocations de droits de tirages spéciaux sont une composante de la position extérieure de la France selon le BPM6.

5.21 Prêts-emprunts (hors assurance-crédit) du secteur des administrations publiques
vis-à-vis des non-résidents

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année		
	2015	2016	2017
Créances	101,3	102,3	101,7
Euros	81,2	82,0	81,5
Devises	20,2	20,3	20,1
Participation au capital des organismes internationaux	41,7	42,5	42,5
Créances à long terme	99,7	100,6	100,2
Créances à court terme	1,7	1,7	1,5
Engagements	60,3	58,6	63,5
Euros	60,3	58,6	63,5
Devises	0,0	0,0	0,0
Engagements à long terme	47,2	48,7	50,6
Engagements à court terme	13,1	9,9	12,9
Position	41,0	43,7	38,2
Euros	20,9	23,3	18,1
Devises	20,2	20,3	20,1

5.22 Prêts-emprunts (hors crédits commerciaux) des autres secteurs

(en milliards d'euros)

	Encours en fin d'année								
	2015			2016			2017		
	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total	Euros	Devises	Total
Créances	292,8	38,3	331,1	309,1	37,4	346,6	317,0	30,8	347,8
Secteur financier ^{a)}	223,1	13,0	236,1	236,0	15,3	251,2	232,1	13,1	245,2
Secteur non financier ^{b)}	69,7	25,3	95,0	73,2	22,2	95,3	85,0	17,7	102,6
Engagements	263,8	29,2	293,0	288,9	35,9	324,7	322,6	26,6	349,1
Secteur financier ^{a)}	217,8	14,4	232,3	228,9	19,5	248,5	269,2	13,4	282,6
Secteur non financier ^{b)}	45,9	14,8	60,7	59,9	16,4	76,3	53,3	13,2	66,5
Position	29,0	9,1	38,1	20,3	1,6	21,8	- 5,5	4,2	- 1,3

a) Intermédiaires financiers non monétaires : autres intermédiaires financiers, OPC non monétaires, sociétés d'assurance, institutions financières captives, fonds de pension.

b) Sociétés non financières, ménages et institutions sans but lucratif au service des ménages.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total des composantes.

